

NOUVEAU PLAN DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Pour une sécurité hydrique durable

La sécurité hydrique est au centre des préoccupations du gouvernement. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance à ce dossier, en donnant des instructions fermes pour un approvisionnement continu des populations en eau potable. P 3



OUVERTURE DU SALON DES EXPORTATIONS À TINDOUF

104 entreprises à la conquête du marché africain

La wilaya de Tindouf accueille depuis vendredi une manifestation économique d'envergure, avec l'ouverture du Salon des services et produits algériens destinés à l'exportation. Placé sous le slogan « Tindouf, porte de l'exportation vers les pays d'Afrique de l'Ouest », l'événement s'impose comme une vitrine stratégique de l'offre nationale et un levier de projection vers les marchés africains.

P 2

DES CONTRATS DE 635 MILLIONS DE DOLLARS ATTRIBUÉS

Le projet Baladna franchit une étape décisive

Le mégaprojet Baladna passe à la vitesse supérieure avec la signature d'une nouvelle série de contrats s'élevant à 635 millions de dollars. L'initiative entre désormais dans sa phase d'exécution concrète. Ce tournant opérationnel, acté au Centre international des conférences d'Alger, confirme la volonté de l'Algérie de se doter d'un pôle laitier d'envergure pour garantir sa souveraineté alimentaire.

P 5

SAISON DE TOURISME SAHARIEN 2025-2026

La ministre Meddahi fait le point

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi a présidé, samedi à Alger, une rencontre d'évaluation de la saison de tourisme saharien 2025-2026, ayant regroupé les directeurs du secteur de plusieurs wilayas du Sud, consacrée à la présentation du bilan d'activité et à l'évaluation des indicateurs enregistrés, dans un contexte de dynamique ascendante.

P 3

NOUVELLE RÉGLEMENTATION DE LA COSOB
**Les entreprises cotées face
au défi de la transparence
extra-financière** P 2

PÊCHE ET RESSOURCES HALIEUTIQUES
**Des instructions pour
augmenter la production** P 5

BLIDA
**Lancement de 6 opérations
d'exportation de produits de
fabrication locale vers cinq
pays européens et arabes** P 6

EXPORTATION
DE 40 TONNES DE
TREILLIS MÉTALLIQUE
VERS LA MAURITANIE
**L'ENTPL renforce
sa présence sur
les marchés
internationaux**

L'Entreprise nationale de transformation des produits longs (ENTPL), relevant du holding national de la sidérurgie SNS, a procédé à l'exportation de 40 tonnes de treillis métallique vers la Mauritanie, à travers son unité TREFISOUD. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts continus déployés par l'entreprise pour consolider sa présence sur les marchés étrangers et valoriser son expertise industrielle dans le domaine de la transformation des produits sidérurgiques. Elle reflète également la capacité de l'ENTPL à répondre aux exigences des clients à l'export, tout en respectant strictement la qualité des produits et les normes internationales en vigueur.

R. E.

**RENFORCEMENT DE
L'EXPORTATION
Saïdal met
en avant son rôle
lors du Salon de
Tindouf**

Dans le cadre de ses efforts continus pour soutenir et renforcer les exportations nationales et étendre sa présence sur les marchés africains, le Groupe Saïdal a participé au Salon des produits et services algériens destinés à l'exportation, qui se tient dans la wilaya de Tindouf du 24 au 27 avril 2026, sous le thème : « Tindouf : porte d'exportation vers les pays d'Afrique de l'Ouest ».

Le stand du Groupe Saïdal a suscité un fort engouement, mettant en lumière son rôle clé dans le renforcement de la sécurité sanitaire nationale grâce à des médicaments de haute qualité à des prix compétitifs, tout en exploitant la position stratégique de Tindouf pour consolider ses partenariats avec les pays voisins, a indiqué le groupe dans un communiqué. L'événement a également été honoré par la présence de M. Mustapha Dahou, Wali de la wilaya de Tindouf, accompagné de députés ainsi que des autorités locales, de délégations diplomatiques de plusieurs pays africains, dans le cadre d'une organisation reflétant l'importance économique de ce salon aux niveaux local et national.

R. E.

OUVERTURE DU SALON DES EXPORTATIONS À TINDOUF

**104 entreprises à la conquête
du marché africain**

La wilaya de Tindouf accueille depuis vendredi une manifestation économique d'envergure, avec l'ouverture du Salon des services et produits algériens destinés à l'exportation. Placé sous le slogan «Tindouf, porte de l'exportation vers les pays d'Afrique de l'Ouest », l'événement s'impose comme une vitrine stratégique de l'offre nationale et un levier de projection vers les marchés africains.

Par S. R.

Inauguré en présence du secrétaire général du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Abdesslam Djahnit, ce rendez-vous économique réunit 104 entreprises algériennes activant dans les secteurs de la production et des services, auxquelles s'ajoutent 45 entreprises artisanales. Une mobilisation qui illustre la volonté croissante des opérateurs nationaux de s'inscrire dans une dynamique d'exportation hors hydrocarbures. Intervenant lors de la cérémonie d'ouverture, Abdelatif El-Houari a souligné que ce salon constitue « un rendez-vous économique majeur », mettant en avant son rôle dans l'ouverture de nouvelles perspectives pour les entreprises algériennes, notamment en direction des marchés d'Afrique de l'Ouest. Il a insisté sur l'importance de valoriser les capacités nationales et de promouvoir des produits à fort potentiel à l'international.

La dimension africaine de l'événement se reflète dans la participation remarquée de représentants diplomatiques de plusieurs pays, parmi lesquels le Burkina Faso, le Niger, la Sierra Leone, la Guinée, la Côte d'Ivoire et la Mauritanie, ainsi que des représentants d'autres États tels que le Sénégal, le Ghana ou encore le Nigeria. Cette présence traduit l'intérêt grandissant pour le renforcement des partenariats économiques avec l'Algérie et confirme l'attractivité de son offre exportable. Sur le plan sectoriel, le salon met en lumière une diversité de produits et de services couvrant notamment l'industrie agroalimentaire, les matériaux de construction, les industries de transformation, les énergies renouvelables et les services logistiques. Autant de segments qui répondent aux standards internationaux et offrent des perspectives d'exportation prometteuses vers les marchés africains en pleine croissance. La manifestation se veut un espace d'échanges et de mise en relation, avec l'organisation de rencon-

tres B2B et d'ateliers spécialisés consacrés aux opportunités d'investissement et aux dispositifs d'accompagnement des exportateurs. Une approche qui vise à structurer durablement la présence des entreprises algériennes sur le continent. Dans ce contexte, Tindouf confirme progressivement son rôle de hub commercial et logistique reliant l'Algérie à sa profondeur africaine. La visite effectuée en marge de l'événement au poste frontalier algéro-mauritanien « Mustapha Benboulaïd » ainsi qu'à la zone de libre-échange illustre cette ambition de faire de la région un carrefour stratégique des échanges. Prévu jusqu'au 27 avril, ce salon suscite déjà un intérêt notable des opérateurs économiques. Les organisateurs entendent en faire un rendez-vous annuel et une plateforme permanente dédiée à la promotion des exportations algériennes, dans le sillage d'une stratégie nationale visant à positionner l'Afrique comme un espace prioritaire pour les échanges commerciaux et les investissements.

NOUVELLE RÉGLEMENTATION DE LA COSOB

**Les entreprises cotées face au défi de la transparence
extra-financière**

L'Algérie s'inscrit progressivement dans les standards internationaux en amorçant sa transition vers la transparence non financière. Ce tournant, porté à la fois par un cadre réglementaire plus exigeant et par une prise de conscience croissante des acteurs économiques, impose désormais aux entreprises cotées de nouvelles obligations en matière de reporting. Dans cette dynamique, la récente directive de la COSOB érige l'intégration des indicateurs ESG en levier essentiel pour renforcer la confiance des investisseurs et moderniser la gouvernance des entreprises. C'est dans ce contexte que le « Café RSE », organisé par le cabinet TERENCE, a accueilli Nazim Sini, président du conseil scientifique de la COSOB et enseignant en macroéconomie, afin de décrypter les implica-

tions de cette nouvelle réglementation et ses répercussions sur la gouvernance des entreprises. Au centre des échanges figurait l'article 44, qui instaure une obligation inédite : à partir de 2027, les sociétés cotées devront publier des rapports extra-financiers intégrant les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Cette évolution marque un tournant dans l'évaluation de la performance des entreprises, désormais appréciée à l'aune de critères dépassant le seul cadre financier. Dans une déclaration à notre journal, Nazim Sini a mis en avant la portée stratégique de cette réforme. Selon lui, cette exigence vise à « renforcer la transparence, améliorer les systèmes de gouvernance et réaffirmer l'engagement social des entreprises », tout en valorisant les actions menées sur le plan

environnemental. Ce dispositif ne se limite pas à une obligation réglementaire. Il ouvre également des perspectives en matière de valorisation et de communication. « Il s'agit aussi de mieux communiquer auprès des investisseurs et des actionnaires, en mettant en avant les performances extra-financières », a-t-il précisé, soulignant l'importance croissante de ces informations dans l'évaluation globale des entreprises sur les marchés. Dans un environnement international où les critères ESG gagnent en importance, les entreprises algériennes sont ainsi appelées à conjuguer conformité réglementaire et renforcement de leur attractivité. Organisés sous forme d'after-work, les Cafés RSE s'inscrivent dans une démarche de sensibilisation et de partage de bonnes pratiques. Ils

constituent un espace d'échange entre acteurs publics et privés autour de thématiques concrètes telles que le reporting ESG, l'économie circulaire ou encore les normes ISO. L'objectif consiste à rendre la RSE plus accessible et à faciliter son appropriation par les entreprises locales. Pour Yassine Foudad, gérant du cabinet TERENCE, cette dynamique est appelée à se renforcer. « Nous accompagnons cette évolution à travers différents formats, qu'il s'agisse de colloques, de formations ou de rencontres thématiques comme aujourd'hui », a-t-il indiqué. Il a également annoncé l'organisation prochaine de séminaires consacrés à l'économie circulaire et au reporting extra-financier, afin de préparer les entreprises à cette nouvelle étape.

S. R.

NÂAMA

**Signature d'une convention de coopération entre
l'Université Salhi-Ahmed et la Sûreté de wilaya**

L'Université Salhi-Ahmed et la direction de la Sûreté de wilaya de Nâama ont signé une convention de partenariat inscrite dans le cadre du renforcement de la coopération, du développement des compétences et de l'amélioration du niveau scientifique, ainsi que de la performance professionnelle des deux parties, a indiqué, samedi, l'établissement universitaire. Un communiqué de ce dernier précise que cet accord, signé à la fin

de la semaine dernière, vise à soutenir la formation continue et à organiser des sessions de formation intensives au profit des cadres de la police, encadrées par des enseignants spécialisés en langues étrangères. Il prévoit également l'organisation de rencontres et de séminaires scientifiques communs, ainsi que l'encadrement des étudiants lors de stages pratiques et leur accompagnement dans la préparation de leurs mémoires de fin

d'études. La cérémonie de signature de cet accord s'est déroulée en présence de cadres représentant l'Université de Nâama et la direction de la Sûreté de wilaya, au cours de laquelle des points de vue ont été échangés sur les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de la formation et de la recherche scientifique, dans l'intérêt général et afin d'élever le niveau des compétences.

APS

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

NOUVEAU PLAN DE GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Pour une sécurité hydrique durable

La sécurité hydrique est au centre des préoccupations du gouvernement. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance à ce dossier, en donnant des instructions fermes pour un approvisionnement continu des populations en eau potable.

Par Zahir R.

Des investissements lourds ont été consentis ces dernières années, notamment la construction de nouveaux barrages et la réalisation de stations de dessalement, avec pour objectif d'atteindre une couverture de 60 % en eau non conventionnelle d'ici 2030. Une démarche visant à prémunir le pays contre d'éventuelles crises de stress hydrique. En effet, au-delà de la réalisation de projets hydrauliques, pour lesquels l'État a consenti d'importants efforts, un travail considérable reste à accomplir en matière de gestion. D'ailleurs, le président de la République a ordonné au nouveau ministre du secteur, en l'occurrence Lounès Bouzegza, d'élaborer un nouveau plan de gestion des ressources en eau, visant à instaurer une approche proactive et durable afin de consolider une sécurité hydrique globale et à long terme, de manière à soutenir le processus de développement. Dans des déclarations à l'APS, des experts ont expliqué que ce nouveau plan traduit un changement qualitatif dans l'approche de l'Algérie en matière de gestion des ressources en eau, fondée sur la diversification et la valorisation des ressources, notamment à travers les projets récemment réalisés dans le dessalement et la réutilisation des eaux épurées. Cette dynamique permettra, soulignent-ils, d'améliorer l'approvisionnement en eau tant pour la population que pour les activités économiques. Pour l'expert économique Houari Tigheissi, ce plan confirme que « la volonté politique dans le secteur de l'eau en Algé-

rie repose désormais sur l'anticipation plutôt que sur la réaction, sur la diversification des sources au lieu de la dépendance à une seule, ainsi que sur la durabilité plutôt que sur des solutions conjoncturelles ». Il a ajouté que ces choix, aujourd'hui traduits en projets concrets, permettront à l'Algérie de franchir des étapes vers la consolidation d'une véritable sécurité hydrique soutenant le développement sous toutes ses formes. Les orientations du président de la République traduisent, dit-il, « un passage clair d'une logique de gestion de la rareté à la construction d'une véritable sécurité hydrique, affirmant que l'eau est une question de souveraineté placée parmi les priorités de l'État et non un simple service public », d'autant plus que cette volonté ne s'est pas limitée au discours, mais s'est concrétisée à travers de grands projets, tels que la généralisation des stations de dessalement de l'eau de mer. De son côté, l'expert et conseiller économique Abdelkader Slimani a considéré que le nouveau plan ordonné par le président de la République constitue « le prolongement d'un vaste processus d'investissement engagé par l'Algérie ces dernières années, notamment dans le domaine du dessalement de l'eau de mer », en plus de représenter « un changement qualitatif dans la politique publique, passant de la gestion de la rareté à la construction d'une abondance durable ». Ainsi, a-t-il insisté, l'Algérie deviendra « l'un des pays leaders en Afrique dans la gestion des ressources hydriques face aux changements climatiques ». M. Slimani a également affirmé que la mission confiée au ministre de l'Hydraulique pour l'élaboration de ce plan reflète

une prise de conscience de la nécessité de moderniser le système de gouvernance de l'eau, notamment après des années de fluctuation des précipitations dues aux changements climatiques, ainsi qu'à l'augmentation de la demande en eau liée à la croissance démographique et à la dynamique économique. Cette orientation s'inscrit dans le cadre de la restructuration d'un secteur vital ayant un impact direct sur la sécurité alimentaire, d'autant plus qu'il constitue un levier essentiel de la production agricole, laquelle contribue à hauteur d'environ 12 à 14 % du produit intérieur brut en Algérie, a ajouté M. Slimani. Pour sa part, l'expert économique Ishak Kherchi a affirmé que l'Algérie sort progressivement de la dépendance conjoncturelle au taux de remplissage des barrages, à travers l'adoption d'une politique plus efficace et durable, fondée sur la diversification des sources, soulignant que la mission confiée au ministre de l'Hydraulique pour l'élaboration de ce nouveau plan traduit une volonté claire et anticipative de gestion de cette ressource stratégique, garantissant la concrétisation d'une sécurité hydrique à long terme, basée sur la prévision, la préparation et la réactivité. Il a enfin indiqué que cette démarche s'inscrit dans une dynamique de réformes engagée par l'Algérie ces dernières années, marquée par le passage d'une dépendance quasi totale aux ressources conventionnelles (barrages et forages) à un investissement intensif dans les stations de dessalement de l'eau de mer, devenues un choix stratégique pour renforcer la sécurité hydrique.

SAISON DE TOURISME SAHARIEN 2025-2026

La ministre Meddahi fait le point

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi a présidé, samedi à Alger, une rencontre d'évaluation de la saison de tourisme saharien 2025-2026, ayant regroupé les directeurs du secteur de plusieurs wilayas du Sud, consacrée à la présentation du bilan d'activité et à l'évaluation des indicateurs enregistrés, dans un contexte de dynamique ascendante. Dans ce cadre, la ministre a révélé que le nombre de touristes ayant visité les wilayas du Sud, entre janvier et décembre 2025, a atteint environ 750.000, dont près de 65.000 touristes étrangers. Quant à la saison 2025-2026, s'étalant d'octobre 2025 à avril 2026, elle a enregistré près de 470.000 touristes, dont environ 47.000 étrangers. S'agissant des infrastructures, la ministre a indiqué que "le parc hôtelier des wilayas du Sud compte 258 établissements, offrant une capacité d'accueil de 20.000 lits, avec l'entrée en service de plusieurs nouveaux établissements en 2025, en sus de la réception prévue de 21 projets en 2026 et de 27 autres en cours de réalisation avec un taux d'avancement dépassant 80%". Dans le cadre du renforcement des capacités de l'offre touristique, Mme Meddahi a également fait état de l'intégration d'un nombre de projets touristiques récupérés au titre des biens confisqués dans le parc du Groupe Hôtellerie, Tourismes et Thermalisme (HTT), notamment au niveau des wilayas d'Adrar et d'Ouargla, outre un projet de village touristique relevant de l'Office national du tourisme (ONAT) à Timimoun, dont la réception est prévue en 2026. Concernant l'artisanat, la ministre a fait état de l'enregistrement de 12 projets d'investissement dans huit (8) wilayas au titre de la loi de finances 2026, destinés à la réalisation de maisons, centres, et galeries d'artisanat dans plusieurs wilayas du sud. Mme Meddahi a souligné que ces indicateurs confirment "la dynamique ascendante que connaît le secteur" grâce à "l'amélioration du climat d'investissement, pour lequel l'Etat a mis en place toutes les incitations nécessaires", réitérant la disposition de son secteur à accompagner tous les investisseurs. Par ailleurs, cette rencontre s'est déroulée en présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, qui a coprésidé avec Mme Meddahi la cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le Groupe HTT, et l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, en vue de renforcer la performance numérique au sein des établissements hôteliers relevant du groupe.

Synthèse R E.

IL A EFFECTUÉ DES VISITES DE TRAVAIL À L'EST DU PAYS

Les orientations du ministre de l'hydraulique

Synthèse Z .R.

L'Algérie poursuit la mise en œuvre de sa stratégie de sécurité hydrique à travers l'accélération de plusieurs projets structurants dans différentes wilayas du pays, visant à renforcer l'alimentation en eau potable, optimiser la gestion des ressources disponibles et soutenir les projets industriels stratégiques. Dans ce cadre, le ministre des Ressources en eau, M. Lounès Bouzegza, a effectué, hier une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Annaba, accompagné du wali de la wilaya. Dans la commune de Berrahal, il a suivi, avec la délégation qui l'accompagnait, une présentation technique détaillée du projet de transfert d'eau dessalée à partir de la station de Koudiet Eddraouche, incluant les différentes phases et l'état d'avancement des travaux. À cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation tout en respectant les normes techniques en vigueur, afin de permettre la mise en service du projet dans les plus brefs délais, notamment avant la saison estivale. Il a souligné que cette infrastructure

stratégique devra contribuer à améliorer significativement l'alimentation en eau potable au profit des citoyens. La directrice des ressources en eau de la wilaya d'Annaba a, pour sa part, présenté un exposé global sur la situation de l'alimentation en eau potable, ainsi que les principaux indicateurs du secteur, notamment en matière d'assainissement et d'irrigation agricole. Dans ce contexte, le ministre a insisté sur la nécessité d'anticiper toute perturbation et de prévoir des solutions alternatives afin de garantir la continuité du service public et une distribution équitable de l'eau. Il a également mis l'accent sur l'importance de la préservation de la ressource hydrique, à travers la réparation des fuites, la lutte contre les pertes d'eau et l'éradication des branchements illicites, en appelant à la mise en œuvre de toutes les mesures nécessaires. Dans la wilaya d'El Tarf, le ministre a appelé à une exploitation optimale des ressources hydriques locales, notamment après l'augmentation des volumes stockés dans les barrages de Cheffia, Bougous et Mexa, consécutive aux précipitations enregistrées cette année. Il a souligné que ces

apports supplémentaires doivent être valorisés de manière rationnelle afin de renforcer la disponibilité de la ressource. Le ministre a également relevé que la production d'eau potable dans cette wilaya dépasse les besoins actuels, estimés à 120 000 m³/jour contre une production de 160 000 m³/jour. Dans ce contexte, il a insisté sur la nécessité de réduire les fuites et les branchements illicites afin de récupérer les volumes perdus et d'améliorer la distribution au profit des citoyens. Par ailleurs, dans la wilaya de Tébessa, M. Bouzegza a supervisé le lancement du projet d'alimentation du complexe de phosphate intégré de Bled El Hadba en eau industrielle, destiné à soutenir les projets stratégiques et à renforcer les capacités hydriques dédiées à l'investissement. Ce projet, qui nécessite le transfert de l'eau sur une distance d'environ 150 km depuis la commune de Ferkane, permettra de couvrir les besoins du complexe estimés à près de 3 millions de m³ par an. À ce titre, le ministre a insisté sur la nécessité de réduire les délais de réalisation à 9 mois au lieu de 12, en renforçant les chantiers de ce projet stratégique. La visite a également

permis l'inspection de plusieurs infrastructures hydrauliques, dont le barrage d'Ouldjet Mellègue à Ouenza, ainsi que l'inauguration d'une station de pompage d'eau potable dans la zone de Hachana. Le ministre a également visité la station de dessalement et de déminéralisation de Boumezrag, où un investissement public de 50 millions de dinars a été engagé pour accélérer sa mise en service. Dans la commune de Safsaf El Ouesra, il a procédé à la mise en service d'une station de traitement des eaux du barrage de Safsaf, avec un débit de 50 litres/seconde, contribuant au renforcement de l'alimentation en eau potable de la région de Bir El Ater. À travers l'ensemble de ces projets structurants, l'Algérie confirme sa stratégie de modernisation du secteur de l'hydraulique, fondée sur la diversification des ressources, la valorisation des infrastructures existantes et le développement des capacités de dessalement et de transfert. Une dynamique qui s'inscrit dans une vision globale visant à consolider durablement la sécurité hydrique du pays et à soutenir son développement économique et industriel.

MATIÈRES PREMIÈRES

L’or en baisse, le nickel et le sucre en progression

Le prix de l'or a faibli cette semaine, miné par la résistance du dollar, valeur refuge concurrente. Le cours du métal jaune reste donc "freiné par l'affaiblissement des anticipations d'une baisse des taux directeurs de la Fed, le niveau élevé des rendements obligataires et la vigueur du dollar à court terme", résumant un analyste. Vendredi, vers 14H55 GMT, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 4.726,38 dollars, contre 4.830,34 dollars à la clôture de la semaine passée. Le cours du nickel a progressé cette semaine, les experts du groupe d'étude international de ce métal (INSG) anticipant un déficit d'offre en 2026 de 32.000 tonnes, selon un communiqué publié mercredi. L'Indonésie, de très loin le premier producteur mondial, a renforcé l'encadrement de son secteur minier avec un quota d'extraction de minerai de nickel (RKAB) pour 2026 fixé à un niveau nettement inférieur à celui de 2025. Résultat, la production mondiale de nickel devrait décliner d'environ 4% après s'être affichée en hausse pendant plusieurs années. La demande pour le métal, elle, continue de monter, en hausse d'environ 4%. Le sucre est reparti à la hausse cette semaine, porté par la hausse du pétrole. Le sucre est utilisé pour la production de carburants alternatifs sous forme d'éthanol. Quand le pétrole monte, les sucreries sont incitées à consacrer une part plus importante de la trituration de la canne à sucre à sa production. Vendredi, à New York, la livre de sucre brut pour livraison en juillet valait 431,70 cents, contre 412,30 cents huit jours auparavant. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en août valait 13,99 dollars contre 13,48 dollars le vendredi précédent à la clôture.

Agence

INTERNET

La 5G transforme le réseau mobile national

Le déploiement de la technologie de cinquième génération (5G) en Algérie a nettement amélioré les performances du réseau mobile national en 2025, avec des débits à Alger dépassant les 100 Mbps, indique un rapport spécialisé de l'organisme "Ookla". "L'entrée de l'Algérie dans l'ère de la 5G fin 2025 a considérablement amélioré l'expérience mobile dans les grandes villes, instaurant un nouveau contexte concurrentiel", précise le rapport intitulé "Analyse approfondie de la fiabilité du réseau à Alger".

Le document souligne que la vitesse de téléchargement mobile médiane en Algérie a presque doublé, passant de 23,6 Mbit/s en janvier 2025 à 40,87 Mbps en décembre de la même année. Au niveau local, Alger affiche, en termes de connectivité, une vitesse de téléchargement médiane atteignant 102,56 Mbps en décembre 2025. Elle est suivie par Sétif (76,94 Mbps), Constantine (64,47 Mbps) et Oran (55,69 Mbps), relève la même source. Cette dynamique fait suite au processus de licence engagé par l'Autorité de régulation de la Poste et des Communications électro-

niques (ARPCE) dès le deuxième trimestre 2024, sous la supervision du ministère de la Poste et des Télécommunications, ayant permis aux trois opérateurs de la téléphonie mobile (Mobilis, Djezzy et Ooredoo) de commercialiser les services 5G à la fin de l'année 2025. Selon une analyse sur la fiabilité des réseaux à Alger (janvier et février 2026), les scores de fiabilité globale sont particulièrement élevés pour l'ensemble des opérateurs, "reflétant les investissements massifs consentis dans les infrastructures".

APS

ALGÉRIE-INDE

L’ambassadrice de l’inde se félicite de la qualité du partenariat algéro-indien

L’ambassadrice de l’Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, s’est félicitée de la qualité et de la profondeur du partenariat algéro-indien, mettant en avant les progrès réalisés par les deux pays dans divers domaines, et la place qu’occupe l’Algérie dans la perspective du partenariat Afrique-Inde. "L’Algérie est pour nous un partenaire essentiel, tant dans le cadre de l’Union africaine que du Sud global. Elle constitue une

porte d’entrée vers l’Afrique et l’Europe", a-t-elle indiqué jeudi soir à Alger, lors d’une rencontre consacrée à la présentation du sommet du Forum Inde-Afrique (IAFS-IV), qui se tiendra à New Delhi du 28 au 31 mai prochain, en collaboration avec la Commission de l’Union africaine (UA). La diplomate a, dans ce cadre, invité les opérateurs de son pays à investir en Algérie et à conclure des partenariats solides

avec des entreprises algériennes compte tenu du climat d’affaires favorable, rappelant que sur les 650 unités pharmaceutiques en activité en Afrique, 250 sont implantées en Algérie. Au sujet du 4e Sommet du Forum Inde-Afrique, placé sous le thème "IA SPIRIT : Partenariat stratégique Inde-Afrique pour l’innovation, la résilience et une transformation inclusive", Mme Swati Vijay Kulkarni a précisé qu’il sera sanctionné par la "Dé-

claration de New Delhi", qui définira les principaux axes de coopération entre l’Inde et l’Afrique. "Nous souhaitons une forte participation de l’Afrique, notamment de l’Algérie, à cet événement. L’Inde et l’Afrique partagent une relation historique profonde, marquée par la solidarité, des aspirations et des intérêts communs et également des rêves communs", a-t-elle ajouté.

R E

POUR LEUR RÔLE DANS LA NUMÉRISATION DU SECTEUR

Le ministre de la Santé honore des ingénieurs en informatique

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé une cérémonie de distinction en l'honneur d'une élite d'ingénieurs en informatique relevant du secteur à travers l'ensemble du territoire national, en reconnaissance de leurs efforts remarquables dans le développement de plateformes numériques spécialisées qui seront mises en service prochainement, indique, samedi, un communiqué du ministère. La cérémonie, tenue au siège du ministère en présence des cadres de l'administration centrale, vise à mettre en exergue la contribution des ingénieurs en informatique du secteur, avec un haut niveau de compétence, "à la conception et à la réalisation de solutions numériques innovantes, qui permettront d'améliorer la qualité des services de santé et de renforcer la prise en charge des patients, notamment à travers le développement du dossier électronique", précise la même source. A cette occasion, le ministre a salué, dans une allocution, "le rôle vital des ingénieurs en informatique dans l'accompagnement du processus de numérisation du secteur de la santé", soulignant que "les plateformes numériques développées reflètent l'esprit d'innovation des compétences algériennes".

Le ministre de la Santé a tenu à assurer que "le secteur poursuit le soutien de ces jeunes compétences en réunissant les conditions propices à l'encouragement de la recherche et du développement dans le domaine nu-

mérique, afin de contribuer à l'amélioration des prestations de santé et à la réalisation d'un saut qualitatif dans leurs modes de gestion", souligne le communiqué. APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 23 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Avril 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			اسعارالتجزئة ² دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	59	68	50	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	158	175	142	الطماطم	
	Oignon sec	90	100	80	البصل الجاف	
	Ail sec	763	881	646	الثوم الجاف	
	Ail vert	212	242	181	الثوم الاخضر	
	Carotte	119	132	106	الجزر	
	Navet	117	129	104	اللفت	
	Petit pois	183	205	160	الجبانة	
	Fève verte	95	110	80	الفول الاخضر	
	Courgette	120	135	106	الكوسة	
	Haricot vert	307	337	278	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	114	128	101	الخس	
Fruits frais	Orange	271	322	221	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	215	243	186	الليمون	
	Pomme locale	464	557	371	التفاح المحلي	
	Datte	501	626	376	التمر	
	Banane	444	458	429	الموز	
Produits d’origine animale	Viande bovine locale	1978	2125	1830	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	366	379	353	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-12,70	6,09	10,14	197	67 965,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 395,00	1398,00	0,22	-0,05	-0,83	8,99	5,56	16924	23 659 752,00
BIOPHARM	BIO	2 504,00	2504,00	0,00	0,04	1,37	6,66	6,39	400	1 001 600,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 044,00	2050,00	0,29	-4,15	-9,32	9,78	6,10	37000	75 850 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,57	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,29	3,97	5,00	0	0,00

DES CONTRATS DE 635 MILLIONS DE DOLLARS ATTRIBUÉS

Le projet Baladna franchit une étape décisive

Le mégaprojet Baladna passe à la vitesse supérieure avec la signature d'une nouvelle série de contrats s'élevant à 635 millions de dollars. L'initiative entre désormais dans sa phase d'exécution concrète. Ce tournant opérationnel, acté au Centre international des conférences d'Alger, confirme la volonté de l'Algérie de se doter d'un pôle laitier d'envergure pour garantir sa souveraineté alimentaire.

Par S. R.

Présidant cette rencontre, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, a souligné la portée exceptionnelle de ce projet, le qualifiant de « modèle presque unique au monde de transformation de vastes superficies sahariennes en exploitations agricoles dédiées à la production laitière ». Inscrit dans une coopération qualifiée de « très fructueuse » entre l'Algérie et le Qatar, ce programme structurant vise, selon lui, à « renforcer la sécurité alimentaire » tout en stimulant l'investissement agricole dans les régions du Sud. D'un coût global estimé à 3,5 milliards de dollars et s'étendant sur 117 000 hectares dans la wilaya d'Adrar, le projet ambitionne de couvrir à terme 50 % des besoins nationaux en lait, avec une production annuelle de 200 000 tonnes de poudre de lait reposant sur un cheptel de 270 000 vaches. Le ministre a également mis en avant les retombées socioéconomiques attendues, notamment la création de 5 000 emplois et l'orientation de 95 000 têtes vers le marché des viandes rouges. Cette deuxième tranche d'investissement, qui succède à une première phase de plus de 500 millions de dollars consacrée aux infrastructures de base, porte sur des travaux de génie civil, la réalisation d'infrastructures complémentaires, le déploiement de systèmes d'irrigation, ainsi que la

construction d'une centrale à béton et d'installations logistiques. Elle se distingue également par le lancement imminent d'un programme d'importation de plus de 30 000 bovins laitiers depuis les États-Unis, via un dispositif aérien inédit. À ce propos, le président du conseil d'administration de Baladna Algérie, Ali Al-Ali, a indiqué que « la deuxième tranche, dont le montant dépasse 635 millions de dollars, marque une étape charnière dans la montée en puissance du projet ». Il a précisé que les bovins seront « sélectionnés dans neuf États américains » selon des standards génétiques rigoureux, afin de garantir un cheptel performant et durable. Le recours au transport aérien, avec 109 rotations prévues, vise à optimiser les délais et à préserver l'état sanitaire des animaux. L'importance stratégique de cette étape a également été mise en avant par l'ambassadeur de l'État du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naâma, qui a salué « une étape décisive » dans l'avancement du projet. Il a affirmé que cette initiative incarne « un partenariat stratégique entre l'Algérie et le Qatar », ajoutant que la coopération bilatérale est « solide, stable et en constante consolidation ». Selon lui, le projet Baladna reflète une vision commune visant à renforcer la sécurité alimentaire et à hisser la coopération économique à un niveau stratégique. De son côté, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'in-

vestissement, Omar Rekkache, a insisté sur le changement de dimension qu'introduit cette phase. « Cette phase marque le passage effectif de l'étude et de la préparation vers l'exécution opérationnelle », a-t-il affirmé, soulignant que le projet entre désormais dans « une dynamique de concrétisation progressive ». Il a également relevé que cet investissement « illustre la confiance dans l'attractivité de l'économie nationale » et sa capacité à accueillir des projets d'envergure. En plus de de son impact agricole, le projet Baladna se distingue par son fort ancrage local. La participation de sept entreprises algériennes sur dix dans cette deuxième phase traduit une volonté affirmée de renforcer le contenu local et de favoriser le transfert de compétences. Dans cette perspective, les autorités entendent maximiser les retombées économiques en intégrant davantage les acteurs nationaux, notamment les startups et les opérateurs émergents. Avec un objectif de 40 % de taux d'avancement de la première phase d'ici fin 2026, le projet Baladna s'impose progressivement comme un levier structurant de la stratégie nationale de sécurité alimentaire. À travers cet investissement massif et l'accélération de sa mise en œuvre, l'Algérie confirme son orientation vers une agriculture industrielle intégrée, capable de réduire sa dépendance aux importations et de valoriser durablement ses ressources sahariennes.

RAPPORT Dix pays concentrent les deux tiers des personnes les plus touchées par la faim

Les deux tiers des personnes ayant été confrontées à des crises alimentaires dans le monde l'an dernier vivaient dans seulement 10 pays, selon un rapport annuel soutenu par l'ONU. Les conflits sont restés le principal facteur de l'insécurité alimentaire aiguë, indique vendredi le Rapport mondial sur les crises alimentaires, qui s'appuie sur des données de l'ONU, de l'UE et d'organisations humanitaires. Et comme les conflits et les phénomènes climatiques extrêmes "risquent de maintenir ou d'aggraver la situation dans de nombreux pays", les perspectives pour 2026 sont "sombres", indique-t-il. "L'insécurité alimentaire aiguë demeure fortement concentrée dans 10 pays - l'Afghanistan, le Bangladesh, la République démocratique du Congo, le Myanmar, le Nigeria, le Pakistan, le Soudan du Sud, le Soudan, la République arabe syrienne et le Yémen", précise le rapport. Les améliorations enregistrées dans certains pays, comme le Bangladesh et la Syrie, ont été "presque entièrement annulées par des détériorations notables" en Afghanistan, en RDC, au Myanmar et au Zimbabwe, poursuit-il. Pour la première fois dans ce rapport, qui en est à sa dixième édition, une famine a été confirmée dans deux contextes distincts - à Ghaza où les forces de l'occupation sioniste mène une agression génocidaire et dans certaines régions du Soudan - au cours de la même année. Quelque 266 millions de personnes dans 47 pays ou territoires ont connu de hauts niveaux d'insécurité alimentaire aiguë en 2025 - près du double de la part enregistrée en 2016, selon le rapport. Ce dernier met également en garde contre la forte baisse des financements de l'aide humanitaire et indique que le conflit au Moyen-Orient risque d'aggraver les crises existantes en augmentant le nombre de déplacés dans une région qui accueille déjà des millions de réfugiés, et en faisant grimper le coût des engrais.

APS

PÊCHE ET RESSOURCES HALIEUTIQUES

Des instructions pour augmenter la production

Par Réda Hadi

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Oualid, a présidé, jeudi dernier, une rencontre nationale d'envergure réunissant les présidents des chambres de pêche et d'aquaculture, dans un contexte marqué par la volonté des pouvoirs publics de renforcer la gouvernance participative et de consolider le dialogue avec les acteurs de terrain. Dès l'ouverture des travaux, le ministre a mis en avant la dimension stratégique de la pêche et de l'aquaculture dans la politique nationale de sécurité alimentaire. Il a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts pour augmenter la production nationale de poisson, réduire la dépendance aux importations et garantir une meilleure régulation des prix sur le marché local. Dans un contexte de fluctuations des marchés internationaux et de pression sur les ressources naturelles, le secteur halieutique apparaît, selon lui, comme un levier essentiel pour diversifier les sources de protéines et soutenir l'économie nationale.

Yacine Oualid a, par ailleurs, dressé un bilan jugé encourageant des performances récentes du secteur, mettant en lumière une dynamique de croissance soutenue, notamment dans le domaine de l'aquaculture. Selon les données présentées, l'année 2026 marque un tournant qualitatif avec une nette progression des volumes produits. Plus de 80 millions d'alevins de dorade et de loup de mer ont été introduits dans les circuits d'élevage, permettant d'atteindre une production estimée à 20 000 tonnes, contre seulement 7 000 tonnes auparavant. S'agissant de la pêche en haute mer, le ministre a annoncé une avancée significative pour l'Algérie, qui a réussi à récupérer l'intégralité de sa part historique de thon rouge. Fixée à 2 467 tonnes pour la période 2026-2028, cette allocation constitue, selon lui, une opportunité majeure pour le développement de la filière. Fait notable, une partie de ce quota sera désormais réservée à la pêche artisanale, dans une optique d'inclusion et de valorisation des petits métiers. En outre, le ministre a révélé que cette ressource fera l'objet d'une transformation

locale grâce à la création, pour la première fois, de fermes d'engraissement de thon rouge. Cette initiative vise à capter davantage de valeur ajoutée au niveau national et à structurer une véritable industrie autour de cette espèce à forte valeur commerciale. Dans le même sillage, la coopération internationale a également été mise en avant comme un levier de développement. Le ministre a salué la concrétisation de l'accord de pêche conclu avec la Mauritanie, qui ouvre de nouvelles perspectives aux professionnels algériens. Cet accord permettra l'accès aux eaux mauritaniennes avec des quotas estimés à plus de 32 000 tonnes, offrant ainsi une opportunité supplémentaire d'approvisionnement du marché national et de diversification des zones de pêche. Sur le plan de la durabilité, Yacine Oualid a insisté sur l'importance de préserver les ressources halieutiques pour les générations futures. Il a notamment évoqué les résultats positifs enregistrés dans la wilaya d'Oran à travers l'installation de récifs artificiels, réalisée en partenariat avec l'Agence japonaise de coopération internationale.

Cette expérience, qui a permis de renforcer la biomasse marine et de soutenir l'activité des pêcheurs artisanaux, sera progressivement étendue à d'autres wilayas côtières. En matière de soutien aux professionnels, le ministre a annoncé la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire visant à faciliter l'accès au financement et à encourager l'investissement dans les segments de la pêche et de l'aquaculture. Cette réforme ambitionne d'améliorer le climat des affaires, d'attirer de nouveaux opérateurs et de moderniser les infrastructures du secteur. Dans le cadre de la digitalisation et de la modernisation des pratiques, une opération d'envergure sera également lancée pour équiper les navires de pêche d'un système de surveillance par satellite (VMS). Pas moins de 1 700 embarcations seront concernées dès cette année. Ce dispositif permettra non seulement de mieux organiser l'activité de pêche, mais aussi de lutter efficacement contre les pratiques illicites, tout en garantissant une gestion plus rationnelle des ressources.

M'SILA
Stage de formation pour la maintenance et la conduite de moissonneuses à Boussaâda

Une session de formation spécialisée pour la conduite et la maintenance des moissonneuses a été organisée, jeudi à Boussaâda (M'sila), au profit d'agriculteurs, de techniciens et de stagiaires des établissements de formation professionnelle. Le chef du service de l'apprentissage à la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de M'sila, Abdelouahab Kerouche, a fait part, en marge du coup d'envoi de cette session organisée au sein de la société de commercialisation des équipements et des machines agricoles de Boussaâda, de la présence de plus de 60 stagiaires en formation pour obtenir un certificat d'aptitude professionnelle en conduite de moissonneuses. Le même responsable a souligné que pas moins de 431 stagiaires dans ce domaine, répartis sur les différentes daïras pour faciliter la formation qui cible le plus grand nombre possible, sont recensés. Les stagiaires "bénéficieront de cours théoriques et pratiques sur la conduite et l'entretien des moissonneuses-batteuses modernes, et de conseils prodigués par des spécialistes quant à la bonne utilisation de ces machines afin d'améliorer la productivité et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de mécanisation agricole visant à former une main-d'œuvre à même de contribuer au succès de la campagne moissons-battage, a conclu M. Kerouche. R.R.

OULED DJELLAL

Mise en service et lancement de projets de développement relevant de plusieurs secteurs

Plusieurs projets de développement relevant de différents secteurs ont été mis en service et/ou lancés par le wali d'Ouled Djellal, Abderrahmane Dehimi, jeudi dans les communes de Besbas et de Chaïba.

Le chef de l'exécutif local, qui effectuait une visite de travail dans ces deux communes, a mis en service l'alimentation électrique de 11 exploitations agricoles dans la région de l'El Beida (commune de Besbas). Un projet qui a nécessité la mise en place d'un réseau de 5,4 km pour un financement de 34 millions de dinars. Le wali a également donné, près du village d'Oued El Beïd, dans la commune de Besbas le coup d'envoi des travaux d'ouverture d'une piste agricole de 7,5 km, réalisée pour un montant de plus de 38 millions de dinars et destinée à soutenir les cultures stra-

tégiques, à désenclaver la zone et à faciliter les déplacements des agriculteurs. Dans le secteur de l'éducation, M. Dehimi a inspecté, au lieu-dit El Houba (commune de Besbas), un projet de construction d'un collège d'enseignement moyen (CEM) où les travaux accusent un taux d'avancement de 70 %. Dans la commune de Chaïba, le même responsable s'est enquis du taux d'avancement d'une école primaire en réalisation dans la région de Faïdja El Gharbia au moyen d'un financement de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, dotée d'un pavillon pédagogique, d'une aile admi-

nistrative, d'une salle d'informatique, d'une salle polyvalente et d'un logement d'as-treinte. Au cours de sa tournée, le wali a également lancé les travaux de construction d'une cantine scolaire destinée à servir, dans le même établissement, 200 repas. M. Dehimi a insisté sur le respect des délais contractuels de réalisation d'autant, a-t-il rappelé, qu'il s'agit de projets destinés à améliorer le cadre de vie des citoyens, à répondre au mieux à leurs besoins et à garantir une meilleure scolarisation des élèves. R.E.

MILA

12 nouveaux établissements scolaires pour les trois paliers de l'enseignement

Le secteur de l'éducation a bénéficié, dans la wilaya de Mila, au titre de l'exercice 2026, de projets portant sur la réalisation de 12 nouvelles infrastructures éducatives scolaires pour les 3 paliers de l'enseignement, a-t-on indiqué, jeudi, à la direction du secteur. M. Mohamed Baouche, cadre au service de programmation et de suivi de cette direction, a précisé qu'il s'agit de

3 lycées dans les communes de Tadjenanet, d'Ain Beida Ahriche et de Chelghoum-Laïd, et de 4 collèges d'enseignement moyen (CEM) dans les communes de Tadjenanet, d'Ain Melouk, d'Ahmed-Rachedi et de M'chira. S'agissant du cycle primaire, le même cadre a fait état de la réalisation de 5 groupes scolaires dans les communes de Ferdjioua, de Yahia Beni

Guecha, de Chelghoum-Laïd et de Minar Zarza. En plus de la construction de nouvelles structures, il est prévu, selon la même source, des travaux d'agrandissement d'un certain nombre d'établissements qui donneront lieu à la réalisation de 32 classes d'extension dans plusieurs structures éducatives connaissant des problèmes de surcharge des classes. Des cantines scolaires, des terrains

de sport, des salles d'éducation physique et sportive, ainsi que des unités de dépistage et de suivi (UDS) seront également réalisés dans plusieurs établissements, selon M. Baouche. Les services concernés s'emploient à l'heure actuelle à finaliser les formalités administratives d'usage en vue du lancement des travaux dans les meilleurs délais possibles, a-t-on conclu. APS

ILLIZI

Plus de 600 consultations spécialisées lors d'une caravane médicale du CRA

Six cent dix-neuf (619) consultations médicales spécialisées ont été effectuées dans le cadre de la caravane médicale du Croissant rouge algérien (CRA), organisée du 20 au 24 avril dans les communes de Debdeb et Illizi, a-t-on appris samedi des organisateurs. L'initiative entre dans le cadre du renforcement des prestations de santé et leur rapprochement du citoyen, notamment dans les zones enclavées, en assurant des consultations spécialisées et en ren-

forçant la prise en charge médicale, a-t-on précisé. Elle a donné lieu à 187 consultations en ophtalmologie, 135 en dermatologie, 80 en pédiatrie, 75 en gynécologie-obstétrique, 74 en cardiologie et 68 en médecine interne, a affirmé à l'APS la responsable de la caravane, Aya Anfel Tayeb. Dans la commune d'Illizi, l'opération a été menée dans plusieurs établissements de santé, dont les salles de soins des quartiers El-Hadeb et Er-Rimel, la polyclinique de Belbachir et l'établissement public

hospitalier d'Illizi. Dans la commune de Debdab, elle s'est opérée au niveau de l'établissement public de santé de proximité Ghadir-Zohra. Selon la même source, les cas nécessitant un suivi médical complémentaire au niveau d'établissements hospitaliers universitaires seront pris en charge, a assuré la même source, en signalant que des médicaments ont été distribués aux patients. APS

PORT D'ALGER

Réception d'une importante cargaison de moutons importés en prévision de l'Aïd El Adha

Le navire "Freedom", transportant une importante cargaison de moutons importés destinés à l'approvisionnement du marché national en prévision de l'Aïd El Adha, a accosté jeudi au port d'Alger, indique un communiqué de l'Entreprise portuaire d'Alger (EPAL). Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat afin d'assurer la disponibilité des bêtes

de sacrifice sur le marché national, en application des orientations du président de la République, visant à réguler l'approvisionnement, précise le communiqué. L'opération relève également des dispositions organisationnelles prises conformément aux instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, pour garan-

tir la réception des cargaisons dans des conditions optimales. A cet effet, tous les moyens humains et logistiques ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement des opérations de déchargement, selon les normes en vigueur au sein des infrastructures portuaires, souligne la même source. L'opération s'est déroulée dans le cadre d'une

coordination étroite entre les différents services concernés, notamment les autorités vétérinaires compétentes, qui ont entamé immédiatement les contrôles sanitaires afin de s'assurer de la salubrité du cheptel et du respect des normes d'importation adoptées, conclut le communiqué. Agence

BLIDA

Lancement de 6 opérations d'exportation de produits de fabrication locale vers cinq pays européens et arabes

Six (06) opérations d'exportation de produits de fabrication locale vers cinq pays arabes et européens ont été lancées, vendredi, à partir de la wilaya de Blida. Dans le cadre de la dynamique croissante des exportations hors hydrocarbures, 6 cargaisons de produits fabriqués en Algérie destinés à l'exportation vers la France, l'Espagne, la Tunisie,

la Mauritanie et la Chine, ont été lancées depuis l'esplanade du complexe sportif "Chahid Mustapha Tchaker", sous la supervision de la cheffe de cabinet du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Maya Oulad Kouider, en présence des autorités locales et de plusieurs opérateurs économiques. L'opération d'exportation a concerné 8

camions appartenant à des entreprises économiques activant à Blida, Alger et Boumerdès, transportant divers produits fabriqués localement, notamment des produits alimentaires, ainsi que des fournitures médicales, des produits cosmétiques et de la laine traitée et destinée à l'exportation vers la Chine. Mme Oulad Kouider a expliqué, à l'occasion, que

cette opération économique, qui coïncide avec le lancement d'opérations similaires à partir d'autres wilayas, vise à accompagner et soutenir les exportateurs durant toutes les étapes du processus d'exportation, dans le but de faciliter l'accès du produit de fabrication local aux marchés internationaux et de renforcer sa présence. APS

ENERGIE ET PÉNURIES

“Pourquoi la crise au Moyen-Orient peut réduire la pollution plastique et décarboner sa production”

1^{ère} partie

La crise au Moyen-Orient, catalyseur d'une transformation profonde de l'industrie des matériaux pour une économie décarbonée.

Par Quentin Bourgogne (*)

La crise au Moyen-Orient va avoir des répercussions que nous ne soupçonnons pas encore totalement et dont certaines vont devenir permanentes. Alors que le panel de substituts de fournisseurs d'hydrocarbures s'amoin-dri, la crise peut à bien des égards devenir une opportunité sans pareille de transformer profondément notre modèle de production de matériaux afin de gagner en souveraineté et en compétitivité, tout en décarbonant un secteur entier tant dans le cycle de vie du matériau que dans son utilisation.

La COP21 organisée à Paris fête ses 11 ans et, alors que des décisions ont été prises, des engagements prononcés et des larmes versées, les prévisions de réchauffement global de la planète estimées par le GIEC ne cessent de grimper. Les échéances liées à la décarbonation, de 2030 à 2050, ne cessent de reculer. Puis est venue la guerre en Ukraine. Ces questions n'étaient plus prioritaires. Pourtant, depuis le début de ce conflit, une réorganisation en urgence a dû être opérée pour s'affranchir du gaz et du pétrole Russe. L'occident s'est alors tourné vers les États-Unis et les pays du Golfe. Comme l'énergie est à la base de tout, une augmentation généralisée des prix s'en est suivie. Pourtant, cette augmentation a généré un ouf de soulagement tout aussi généralisé. Le système était sauvé. Un avertissement sans conséquences. Puis la crise actuelle au Moyen-Orient s'est déclenchée et tout a changé. Vers qui se tourner maintenant ? Existe-t-il un substitut de substitut ? Oui, il peut y en avoir, mais les volumes manquants sont trop importants... Vers qui se tourner alors ? Et si nous arrêtons de trouver d'autres fournisseurs ? Et si nous nous tournions vers nos propres ressources ? Vers d'autres moyens ? Baisse du prix de l'énergie, créations d'emplois, réindustrialisation 100% locale, plus de dépendance aux énergies fossiles, décarbonation avec comme ligne de mire les objectifs de neutralité carbone en 2050... Et si la guerre au Moyen-Orient sonnait enfin le glas des énergies fossiles ? Ce serait alors l'occasion de gagner en indépendance et limiter la hausse moyenne du climat à une valeur soutenable pour notre écosystème.

Alors que le nombre de fournisseurs en gaz et en pétrole fond comme neige au soleil, l'Humanité se trouve plus que jamais face au plus grand défi de son Histoire. Bien que ce discours soit présent dans le débat public depuis quelques années, cela restait au mieux abstrait, au pire lointain. Le choc énergétique est

aussi grand que le choc dû à la prise de conscience générale. Oui, nous sommes en retard sur ces questions. Oui, cela va avoir un impact sur notre manière de vivre, sur notre économie, sur notre santé, sur notre développement... Oui, la situation est critique en tout point. Face à cette constatation et à l'ampleur de la tâche, il serait bien compréhensible de céder au fatalisme. Et pourtant, si nous prenions un instant pour s'arrêter, pour faire un pas de côté et changer de point de vue ? Et si la crise au Moyen-Orient ne représentait pas une crise mais une opportunité ? Cela peut sembler pour le moins paradoxal, il est vrai, mais pour résoudre un problème, quel qu'il soit, il est nécessaire avant toute chose de le comprendre. S'il y a bien une chose que permet cette crise, c'est de comprendre que parler de décarbonation, de souveraineté, de compétitivité, de relocalisation, de réindustrialisation, de dérèglement climatique, de développement économique, d'électrification et/ou même d'écologie au sens large, revient à parler de la même chose. Car tout est interdépendant. C'est la fameuse approche systémique. Si tout est lié, traiter les problèmes indépendamment les uns des autres est excessivement compliqué.

Nous le voyons avec la crise actuelle, la liste des domaines impactés par cette crise est innombrable. Le pétrole et ses dérivés sont omniprésents et notre dépendance, de fait, presque universelle. Le second avantage de cette crise est, qu'en plus de comprendre la nature du problème, elle nous permet de nous situer, de dissiper le brouillard et quantifier la longueur du chemin qu'il nous reste à parcourir.

Pour le monde technique et industriel, l'accélération du déploiement de moyens permettant l'optimisation de l'efficacité énergétique et de l'électrification est un sujet plus que jamais de premier plan. Réussir à industrialiser, standardiser et généraliser ces nouvelles pratiques de manière concrète dans nos usines est un véritable défi. Mais l'électrification n'est pas le seul défi. En effet, lorsqu'on pense au pétrole, au gaz et autres hydrocarbures, on pense énergie. C'est vrai, mais pas que. Ces ressources constituent également des matières premières. Que ce soit directement ou indirectement, le pétrole est nécessaire pour la fabrication de matériaux. En plus de la hausse des prix du carburant, nous nous dirigeons également vers une pénurie de certains matériaux, en premier lieu les matériaux synthétiques comme les plastiques. Des alertes ont d'ailleurs été récemment lancées par les organisations et syndicats de plasturgistes.

En effet, le plastique est comme le pé-

trole : omniprésent. Présent sans même que nous en ayons conscience, tant ce matériau est un totem aux milles visages. Vêtements, pneumatiques, BTP, emballages, éléments de protection sanitaires, pièces automobiles, circuits électroniques, matériel de bureau-tique...

Chose pouvant également être assez méconnue : là où il y a du plastique, il y a du pétrole. Environ 90% des plastiques produits aujourd'hui sont synthétisés à partir de molécules chimiques obtenues via le raffinage du pétrole. Si chaque crise peut présenter une certaine inertie avant de montrer toutes ses conséquences, nul doute que les conséquences sensibles de la crise actuelle ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Là encore, nous aurions toutes les raisons de tomber dans la fatalité, de baisser les bras. Pourtant, poursuivons notre réflexion et observons la situation avec un autre point de vue. Ne pouvons-nous pas nous servir de cette situation pour faire mieux ? Ne pouvons-nous pas transformer cette crise en opportunité pour à la fois s'affranchir du pétrole et lutter contre la pollution plastique ? Nous l'avons vu, tout problème étant par essence complexe et systémique, toutes ces questions ne forment en réalité que des faces d'une même pièce. Comment résoudre de concert tout ce microcosme de problématiques ?

Disons-le tout net : la solution miracle n'existe pas. Bannir le plastique totalement ? Nous avons vu une recrudescence de l'emballage à usage unique pendant la pandémie de Covid-19 pour éviter les microbes. Continuer tel quel ? Nous avons vu les conséquences que cela pouvait provoquer avec la pollution des océans et les décharges à ciel ouvert. La solution ici est double. La première est de travailler sur des matériaux plus vertueux, plus recyclables, biosourcés voire biodégradables. Cela est à la fois l'affaire des chercheurs et des industriels. La seconde solution est d'utiliser ces matériaux avec parcimonie et de changer nos modes de consommation. Cela, par contre, c'est l'affaire de tous. Cela aussi est donc motif d'espoir et d'optimisme car oui, nous pouvons agir collectivement. Oui, nous pouvons, à notre échelle, faire une différence.

L'Histoire récente nous l'a déjà montré avec les concours de « villes moches », ces zones bétonnées et saturées de publicités. Elles se font rares désormais, elles sont réaménagées, embellies, végétalisées et la publicité, elle, n'y est presque plus présente. Pourtant, ces transformations de fond ont été réalisées sans contrainte et sans législation. Cela venait avant tout d'un désir citoyen de sortir de ce modèle. Nous l'avons

déjà fait. Collectivement et très récemment. Nul doute alors que nous sommes dans la meilleure des dynamiques pour continuer cet élan et l'appliquer à notre modèle de consommation. Ainsi nous pourrions sortir de notre dépendance au plastique à usage unique. Non pas à cause d'une pénurie, mais par choix. Il est également illusoire de se cacher derrière l'utilisation de substitut en un autre matériau puisqu'aucun matériau n'est parfait, ni n'est utilisé pur lorsqu'il s'agit d'application alimentaire. Plutôt que de remplacer une pollution par une autre, nous avons l'occasion unique de changer profondément nos habitudes.

Changer d'habitude n'est jamais simple. Newton nous enseigne qu'un système n'est à l'équilibre que lorsqu'il est immobile ou en mouvement à vitesse constante. Il est donc bien naturel que l'être humain soit également soumis à cette loi. Pourtant, que nous le voulions ou non, les changements s'opèrent dans tous les domaines. Ce qui est en notre pouvoir est de savoir si nous allons les subir ou se les approprier. Nous nous souviendrons peut-être un jour de cette période comme étant le début de l'homo Mutationis, l'homme du changement, qui s'adapte et anticipe.

Par exemple, alors que nous commençons à peine à comprendre l'ampleur de la pollution aux microplastiques, leurs principales sources émettrices identifiées restent assez méconnues du grand public. Environ 30% de leur émission vient de l'industrie du textile alors que 20% provient des particules de pneumatiques issues de la dégradation du pneu en roulant. Que faire dans ce cas ? Innover et changer. Innover en redéveloppant des filières textiles en fibres naturelles mais changer nos habitudes de consommation en abandonnant la fast-fashion. Innover en améliorant les pneumatiques, alléger les véhicules pour limiter le frottement mais aussi changer, en choisissant des véhicules de plus petits gabarits. Cela devient urgent et d'autant plus frappant lorsqu'on se rend compte que la Clio a pris près de 300kg en 30 ans. Concevoir et choisir des véhicules plus légers, c'est conduire un véhicule qui consomme moins d'énergie, quelle que soit sa nature, qui génère moins de frottements sur la route et donc... Limite également l'émission de particules fines de microplastique... Vous avez dit systémique ? La pollution liée à ce matériau n'est pas uniquement microscopique, le malheureusement célèbre continent de plastique en est le meilleur exemple. Cette problématique là nous fait plonger au cœur de notre problème, dont la crise actuelle pourrait accélérer la gestion et, espérons-le, sa résolution.



CHALEUR EXTRÊME

L'agriculture marocaine fragilisée par la crise climatique

Un rapport conjoint de la FAO et de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), consacré aux effets des vagues de chaleur extrêmes sur l'agriculture, met en évidence une "aggravation préoccupante" de la vulnérabilité du secteur agricole marocain face aux dérèglements climatiques.

KINROSS EN MAURITANIE
Plus de 22 millions de dollars d'investissements communautaires et plus de 4000 emplois

La société Kinross Tasia-set a annoncé avoir réa-lisé plus de 22 millions de dollars d'investissements communautaires depuis 2011, dans le cadre de ses efforts visant à soutenir le développement local et à améliorer les conditions de vie de la population en Mauritanie. La société a souligné qu'elle est aujourd'hui le plus grand opérateur privé du pays, ayant créé plus de 4 000 emplois directs et indirects, dont 97,8 % sont occupés par des Mauritaniens parmi les effectifs directs, ce qui reflète son recours important aux compétences nationales. Ces données ont été communiquées en marge de la participation de l'entreprise à la troisième édition de « Expo Mauritanie 2026 », organisée à Nouakchott, où elle participe en tant que « sponsor diamant » aux côtés d'un certain nombre d'acteurs économiques. La société a déclaré que cette participation confirmait son engagement continu à soutenir le secteur privé national et à promouvoir le contenu local, en plus de sa contribution à la création d'emplois et à la dynamisation de l'économie. Elle a estimé que le salon « Expo Mauritanie » constituait une plateforme permettant de mettre en valeur les capacités de production nationales et de renforcer les partenariats entre les différents acteurs économiques, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'investissement et de croissance.

Agence

Publié mercredi à l'occasion de la Journée de la Terre nourricière, célébrée chaque année le 22 avril, le document dresse un constat sévère des conditions de production au Maroc enregistrées entre 2022 et 2024, marquées par une succession de sécheresses prolongées et d'épisodes caniculaires d'une intensité sans précédent. Dans ce contexte, le secteur agricole marocain, fortement dépendant des précipitations et représentant environ 10 % du produit intérieur brut, apparaît particulièrement exposé. Après plusieurs années consécutives de déficit hydrique, le pays a subi des vagues de chaleur répétées, dont certaines ont dépassé dix jours, avec des températures franchissant régulièrement le seuil des 40 C. Ces conditions extrêmes, selon le rapport, ont considérablement aggravé le stress hydrique des cultures ainsi que celui du cheptel. Par conséquent, les impacts sur la production agricole, comme le précise le document, se sont révélés particulièrement lourds. La production céréalière a chuté de 43 % sur la campagne 2023-2024, atteignant son niveau le plus bas depuis plus de quinze ans. Dans le même

contexte, les cultures pérennes, notamment les agrumes et l'olivier, ont enregistré une baisse notable de rendement et de qualité, sous l'effet combiné des fortes températures diurnes et nocturnes. De surcroît, le secteur de l'élevage, selon la même source, a également subi de plein fouet les conséquences de cette situation climatique. Le stress thermique, conjugué à la raréfaction des ressources fourragères, a entraîné une baisse significative de la productivité laitière et de la production carnée. Dans plusieurs zones rurales, cette dégradation a conduit à une réduction des superficies cultivées, voire à l'abandon de certaines exploitations, accentuant ainsi la fragilité économique des ménages agricoles. Par ailleurs, le rapport souligne que ces phénomènes climatiques ont engendré des effets en cascade sur les écosystèmes naturels. Les forêts marocaines ont été durement affectées, notamment à travers des incendies de grande ampleur ayant ravagé plus de 22 000 hectares en 2022, en particulier dans la région du Rif. Dans le même temps, la pression sur les ressources en eau s'est fortement intensifiée, aboutissant à des niveaux historiquement bas des réserves des

barrages et des nappes phréatiques à l'été 2024. Cette situation a entraîné des perturbations majeures dans la distribution de l'eau potable, ainsi que des restrictions généralisées de l'irrigation agricole, aggravant encore davantage les pertes de production. Ainsi, les interconnexions entre climat, agriculture et ressources hydriques apparaissent de plus en plus fragilisées. Dans ce cadre, Kaveh Zahedi, responsable du bureau des changements climatiques à la FAO, a souligné que " les vagues de chaleur extrêmes bouleversent les règles de production agricole", ajoutant qu'elles peuvent déterminer la capacité même des agriculteurs à poursuivre leurs activités. Enfin, le document met en garde contre une accélération du réchauffement climatique à l'échelle mondiale, 2025 figurant parmi les années les plus chaudes jamais enregistrées. Dès lors, la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes devraient continuer à augmenter, réduisant davantage la marge de sécurité nécessaire aux cultures, au-delà des seuils critiques de température estimés autour de 30 C pour plusieurs productions essentielles.

APS

AUTOMOBILE

Pourquoi Nissan fait de l'Égypte son nouveau moteur africain

Alors que le constructeur japonais traverse une zone de turbulences à l'échelle mondiale, il choisit de muscler ses capacités en Égypte. Objectif : transformer Le Caire en une plateforme d'exportation vers un continent en pleine motorisation. Le contraste est saisissant. D'un côté, une cure d'austérité mondiale pour éponger des pertes estimées à 1,7 milliard de dollars, et une cession de son site de production historique de Rosslyn en Afrique du Sud au constructeur chinois Chery Automobile ; de l'autre, un investissement prévu de 45 millions de dollars au Caire. Avec ce nouveau

développement annoncé le jeudi 23 avril, Nissan Motor Co. confirme que l'avenir de sa croissance passe par l'Afrique, et l'Égypte en sera le pivot.

Le pari de l'intégration locale

Cette enveloppe est destinée à l'extension des lignes de production de l'usine de Gizeh, à l'ouest de la capitale égyptienne. À la clé, une hausse de 30 % de la production, soit 10 000 véhicules supplémentaires par an, s'ajoutant aux 30 000 unités qui sortent déjà annuellement des chaînes de montage. Mais pour Mohamed AbdelSamad, directeur général de

Nissan Afrique, l'enjeu n'est pas seulement quantitatif. « Plus de la moitié des composants seront fabriqués localement », a-t-il précisé. Une stratégie d'intégration industrielle qui permet non seulement de réduire les coûts opérationnels, mais aussi de se prémunir contre les chocs logistiques mondiaux qui secouent actuellement la région.

Le Caire, hub offensif face au Maroc

Si le royaume chérifien reste le champion incontesté de l'automobile sur le continent, son regard est traditionnellement tourné vers l'Europe.

L'Égypte, elle, joue une autre partition : celle du « sud-sud ». Contrairement à une Afrique du Sud excentrée à la pointe du continent, l'Égypte trône au carrefour de l'Afrique, de l'Europe et du Moyen-Orient, constituant une base arrière idéale pour couvrir les marchés arabes et africains. Pour le gouvernement égyptien, qui émerge à peine d'une crise aiguë des devises grâce à un méga-plan de sauvetage international de 57 milliards de dollars, ce signal envoyé par Nissan valide la stratégie du Caire visant à réduire le déficit commercial par l'exportation de produits à haute valeur ajoutée.

LIBYE

La NOC ouvre le raffinage et les activités aval à des partenariats privés

Dans un contexte de fragilité institutionnelle et de sous-investissement prolongé, la Libye cherche à rééquilibrer son secteur pétrolier en réorganisant progressivement l'ensemble de la chaîne de valeur des hydrocarbures pour renforcer sa stabilité économique. La Compagnie libyenne du pétrole (NOC), a engagé des échanges avec des acteurs privés locaux afin d'explorer des opportunités de coopération et d'investissement dans les infrastructures de

raffinage, les industries aval et les réseaux logistiques liés aux hydrocarbures, rapporte Libya Observer, le jeudi 23 avril. L'objectif est d'ouvrir davantage le secteur à des partenariats susceptibles de soutenir sa modernisation et d'améliorer la valorisation des ressources disponibles. Ces discussions s'inscrivent dans une logique de réorganisation plus large, visant à mieux articuler l'exploitation des ressources pétrolières avec les besoins du marché intérieur. Elles portent notamment sur

le développement des capacités de traitement, l'optimisation de l'utilisation du gaz et du pétrole, ainsi que sur des projets destinés à réduire le torchage du gaz associé, encore important dans certaines zones de production. Cette réorientation intervient alors que la structure énergétique du pays reste déséquilibrée, avec des capacités de raffinage insuffisantes et partiellement dégradées, limitant la couverture des besoins domestiques en produits pétroliers. Cette faiblesse structurelle maintient une

dépendance aux importations de carburants, avec des effets directs sur les équilibres financiers de l'État, fortement exposé aux fluctuations des revenus pétroliers. Dans ce contexte, la NOC cherche à faire du segment aval un levier de création de valeur locale et de réduction des vulnérabilités externes. L'ouverture au secteur privé s'inscrit dans une stratégie visant à mobiliser des financements, moderniser les infrastructures existantes et structurer de nouveaux projets industriels, tout

en diversifiant les sources de partenariat dans un environnement marqué par des contraintes budgétaires persistantes. La nouvelle orientation traduit une ambition plus large de transformation du secteur énergétique libyen, où la réhabilitation du raffinage et le développement des industries aval apparaissent comme des conditions clés pour réduire la dépendance aux importations et renforcer la résilience économique.

R I

TUNISIE

La part du renouvelable dans le mix énergétique a plus que doublé en 2 ans

Les énergies renouvelables prennent une place croissante dans le mix électrique tunisien, marqué par une forte dépendance au gaz naturel et des enjeux liés à la sécurité énergétique. Le lancement le mois dernier d'une centrale solaire photovoltaïque financée par le Japon illustre cette tendance. La part des énergies renouvelables dans le mix électrique tunisien atteint désormais 9 %. L'annonce a été faite mardi 21 avril par Wael Chouchane, secrétaire d'État chargé de la transition énergétique, sur la radio natio-

nale. Elle intervient en marge de l'inauguration de la centrale solaire photovoltaïque de Tozeur, d'une capacité de 50 mégawatts (MW). Ce niveau marque une évolution rapide de la part des énergies renouvelables dans la production électrique nationale. En 2022, le renouvelable ne représentait que 3,1 % de la production électrique nationale, selon le Rapport Bilan Énergétique publié par le ministère tunisien de l'Énergie. Deux ans plus tard, en 2024, ce taux atteignait 4 %. En moins de deux ans, la part a ainsi plus

que doublé. Une évolution qui coïncide avec la mise en service de plusieurs centrales solaires. Outre Tozeur, la centrale de Mezouna, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, a été inaugurée le même jour. Elle affiche également une capacité de 50 mégawatts. Ces installations viennent renforcer les capacités déjà existantes. Elles s'ajoutent notamment à la centrale de Metbasta, située à Kairouan et déjà en exploitation. Ces installations développées par des opérateurs privés dans le cadre du ré-

gime de concession, font partie d'un programme national d'une capacité totale de 500 mégawatts de photovoltaïque réparti sur cinq gouvernorats. La Tunisie vise 35 % de renouvelables dans son mix électrique d'ici 2030, puis 50 % à l'horizon 2035. Pour y parvenir, cinq nouveaux projets totalisant 600 MW sont en préparation en attendant l'adoption des textes nécessaires avant leur mise en œuvre.

Agence

PRODUITS AGROCHIMIQUES

Le marché africain devrait atteindre 15 milliards de dollars en 2031

Alors que cinq multinationales détiennent ensemble environ 44 % des parts de marché, des marges de développement s’offrent à des acteurs locaux qui tentent d’innover et de se positionner sur les segments négligés par les géants internationaux.

Synthèse R I/Agence

Le marché africain des produits agrochimiques devrait passer de 12,21 milliards de dollars en 2025 à 15,08 milliards de dollars en 2031, enregistrant ainsi un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 4,32 % durant cette période, selon un rapport publié fin janvier dernier par le cabinet de recherche et de conseil Mordor Intelligence. Intitulé « Africa agrochemicals market size & share analysis : Growth trends and forecast 2026-2031 », le rapport indique que la croissance prévue du marché sera tirée par plusieurs facteurs, dont l’augmentation de la pression exercée par les ravageurs et les maladies sous l’effet du changement climatique, une demande alimentaire en hausse due à l’expansion démographique et des programmes de subventions gouvernementales qui améliorent l’accès pour les petits exploitants agricoles. La variabilité des conditions météorologiques a favorisé la propagation de ravageurs envahissants tels que la chenille légionnaire d’automne (Spodoptera frugiperda) dans plusieurs pays africains, ce qui a eu un impact significatif sur les rendements de maïs. Les infestations de striga (herbe des sorcières) dans les régions céréalières continuent de nuire aux récoltes, poussant les agriculteurs à mettre en œuvre des programmes de lutte chimique intégrée. Le Kenya, le Ghana et l’Éthiopie ont mis en place des protocoles d’intervention d’urgence,

tandis que des organisations régionales coordonnent les réseaux de surveillance des ravageurs. Les entreprises agricoles ont accéléré le développement d’insecticides de précision ciblant les larves de ravageurs, et des plateformes de surveillance numériques fournissent des alertes en temps réel aux agriculteurs. La demande croissante des produits alimentaires pousse également les gouvernements africains à investir dans la production nationale d’engrais, tandis que la réduction de la main-d’œuvre agricole sous l’effet de l’exode rural stimule l’usage des pesticides et des herbicides. Les gouvernements et les institutions financières lancent d’autre part de plus en plus de programmes de subventions pour encourager l’adoption d’engrais et de pesticides, comme le Mécanisme africain de financement du développement des engrais (Africa Fertilizer Financing Mechanism), un fonds spécial administré par le groupe de la Banque africaine de développement (BAD). La Tanzanie a, quant à elle, mis en place un système de garantie de crédit qui a facilité le commerce des engrais et amélioré l’efficacité de la chaîne d’approvisionnement. La mise en œuvre de systèmes de bons d’achat électroniques et de portefeuilles mobiles a aussi permis de réduire les inefficacités de distribution et de raccourcir les délais de livraison. Plusieurs pays du continent, dont le Ghana, le Kenya et la Tanzanie, ont par ailleurs mis en place des systèmes de réception d’entrepôt qui

permettent aux agriculteurs d’utiliser leurs récoltes stockées comme garantie pour obtenir des prêts, ce qui les aide à gérer leur trésorerie entre la saison des récoltes et celle des semis et à libérer des fonds de roulement pour les intrants. Les banques acceptent comme garantie du maïs, du sorgho et du riz, fournissant ainsi aux agriculteurs les fonds nécessaires pour acheter des produits phytosanitaires. Ce système réduit les taux d’intérêt en milieu rural, augmente les ventes des détaillants de produits agrochimiques agricoles et minimise les pertes après récolte.

Les engrais dominent le marché

À cela s’ajoutent l’adoption de l’agriculture de précision, qui améliore l’efficacité des produits agrochimiques, et l’émergence de chaînes de distribution locales sous marque propre, améliorant la distribution du dernier kilomètre. Le rapport révèle également que les engrais détenaient 50,55 % des parts du marché africain des produits agrochimiques en 2025, étant donné que ces produits permettent de remédier aux carences généralisées en nutriments des sols et de soutenir la productivité agricole dans diverses zones agroécologiques. Les formulations à base d’azote restent indispensables à la production céréalière, tandis que les engrais phosphatés et potassiques sont de plus en plus utilisés dans le cadre de programmes de nutrition équilibrée.

BÉNIN

Le pays vise une production cotonnière de 700 000 tonnes en 2026/2027 (+8 %)

L’Afrique de l’Ouest est le foyer de l’offre de production cotonnière en Afrique. Principal fournisseur de la région depuis la campagne 2025/2026, le Bénin entend consolider sa position de leader sous-régional pour la nouvelle campagne cotonnière en cours de préparation. Le Bénin prévoit de porter sa production de coton graine à 700 000 tonnes en 2026/2027. C’est ce qu’a révélé Gaston Dossouhoui, ministre de l’Agriculture, le 23 avril au cours du lancement officiel de la campagne

agricole à Komiguéa, dans la commune de N’Dali située dans le nord du pays. Cette prévision, si elle se réalise, signifierait une croissance de 8 % par rapport à la campagne précédente. Selon les dernières estimations de l’interprofession, rapportées par le Programme régional de production intégrée du coton en Afrique (PR-PICA) en janvier dernier, la récolte de coton graine au Bénin en 2025/2026 a été évaluée à 647 290 tonnes sur une superficie totale de 510 897 hectares.

Pour l’heure, les détails concernant la superficie consacrée à la culture de la fibre en 2026/2027 ne sont pas encore connus. Quoi qu’il en soit, l’objectif de production annoncé devrait permettre au Bénin de consolider sa position de leader de l’offre en Afrique de l’Ouest. Un peu plus tôt, en mars dernier, le Mali, deuxième producteur de coton dans la sous-région et principal concurrent du Bénin, a annoncé des prévisions de récolte plus basses pour sa campagne cotonnière de 2026/2027. Bamako s’attend en effet à produire à peu

près 650 000 tonnes de coton sur la période considérée. Alors que le coton demeure le principal produit agricole exporté au Bénin, la hausse attendue de la production pourrait améliorer les performances de la filière à l’exportation. Les données compilées par l’Institut national de la statistique et de la démographie montrent par exemple que le Bénin a engrangé 223,5 milliards de francs CFA (398 millions \$) de recettes grâce à ses expéditions de coton non cardé ni peigné en 2025.

R.I.

ÉDUCATION

Le Sénégal lance une bibliothèque numérique nationale

Depuis la période de la covid-19, les plateformes d’apprentissage en ligne ont connu une croissance fulgurante. Au Sénégal, les autorités ont décidé de s’appuyer sur ces outils pour renforcer le système éducatif. Le Sénégal a annoncé lundi 20 avril le lancement d’une bibliothèque numérique nationale dédiée aux élèves. Cette plateforme vise à faciliter l’accès aux ressources pédagogiques et à assurer la continuité des apprentissages, dans un contexte de perturbations régulières du calendrier scolaire. Accessible en ligne sur différents supports (smartphones, tablettes, ordinateurs), la bibliothèque propose un ensemble de contenus couvrant plusieurs niveaux d’enseigne-

ment, du préscolaire au secondaire. Les ressources, validées par des enseignants, incluent des cours, des exercices interactifs et des outils de révision. Deux solutions composent l’offre : Senkala, axée sur les évaluations et les exercices, et Promet, dédiée aux contenus pédagogiques et à l’apprentissage autonome. L’initiative vise, d’une part, à garantir la continuité pédagogique en permettant aux élèves de poursuivre leur apprentissage en dehors de la salle de classe. D’autre part, elle s’inscrit dans une stratégie plus large de modernisation de l’éducation, en intégrant les technologies numériques au cœur des méthodes d’enseignement. Au-delà de l’accès aux contenus, la plateforme ambi-

tionne de réduire les inégalités éducatives, notamment entre zones urbaines et rurales. Toutefois, l’accès à Internet à domicile reste profondément inégal au Sénégal, selon une enquête de l’Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) publiée en juillet 2025. Si 43,8 % des ménages dakarois disposent d’une connexion, ce taux tombe à 16,3 % dans les autres zones urbaines et à moins de 3 % en milieu rural. Les données de DataReportal, qui évaluent l’accès à Internet mobile, sont cependant plus élevées. À la fin de l’année 2025, le Sénégal comptait 11,5 millions d’internautes, soit un taux de pénétration de 60,6 %.

Agence

TOGO

Le port de Lomé renforce ses capacités avec de nouveaux équipements de manutention

Face à la demande croissante de transbordement en Afrique de l’Ouest, le port de Lomé renforce ses capacités. Entre pression concurrentielle et ambitions de croissance, la plateforme se modernise pour consolider sa place dans les chaînes logistiques régionales. Lomé Container Terminal (LCT) attends, pour le deuxième trimestre 2026, la livraison de 9 chariots élévateurs fournis par Konecranes. Cet investissement s’inscrit dans le cadre du renouvellement du parc de l’opérateur, une joint-venture entre China Merchants Port Holdings et Terminal Investment Limited, filiale de la Méditerranéenne Shipping Company (MSC). Il vise à soutenir les plans d’extension du terminal et à répondre à une demande opérationnelle en hausse. La commande comprend 2 chariots à portée latérale de type SMV 4632 TC5, ainsi que 7 chariots dédiés à la manutention de conteneurs vides (SMV 7/8 ECC90). Concrètement, les deux chariots à portée latérale seront mobilisés pour la manutention des conteneurs sur l’ensemble du terminal, tandis que les sept autres engins seront dédiés à l’empilage et au repositionnement des conteneurs vides.

Agence

COMMÉMORATION



En ce 24 avril, une année s’est écoulée depuis ton départ, papa. Le temps passe, mais ton absence demeure profondément ressentie. Tu étais un homme au grand cœur, généreux, sincère, et aimé de tous ceux qui ont eu la chance de te connaître. Tu vis à jamais dans nos souvenirs, dans nos valeurs, et dans tout l’amour que tu nous as transmis. Ta fille Sabrina, tes enfants, ta famille et tes amis ne t’oublieront jamais. Tu resteras pour toujours dans nos cœurs. Que Dieu t’accorde Sa miséricorde infinie et t’accueille dans Son vaste paradis. La famille Khe-lou, ainsi que la fille du défunt Mourad Khe-lou, Sabrina Khe-lou, présentent leurs sincères condoléances et prient pour le repos de son âme. Je t’aime pour toujours, papa.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en forme, portée par Intel et la perspective de négociations sur le Moyen-Orient

La Bourse de New York a terminé sur un élan positif vendredi et s’est même offert un double record, applaudissant les résultats d’Intel et la reprise en vue de discussions entre l’Iran et les États-Unis. Le Nasdaq (+1,63% à 24.836,60 points) et le S&P 500 (+0,80% à 7165,08 points) ont tous deux atteint un nouveau sommet. Seul le Dow Jones (-0,16%) a été un peu à la traîne.

«Les actions sont pour la plupart en hausse (...), portées par l’espoir d’un deuxième cycle de négociations, les perspectives de paix et les performances du secteur technologique», résume auprès de l’AFP Angelo Kourkafas, d’Edward Jones. Téhéran et Washington ont chacun annoncé vendredi l’envoi de négociateurs à Islamabad, la capitale pakistanaise attendant depuis plusieurs jours une reprise des discussions entre les deux belligérants. Même si Donald Trump a prolongé unilatéralement la trêve entre les deux pays belligérants, le conflit est loin d’être terminé, notamment parce que le détroit d’Ormuz reste bloqué. Toute perspective d’avancée est donc accueillie favorablement par les investisseurs, bien que l’issue de ces nouveaux pourparlers reste très incertaine. Pour Angelo Kourkafas, «on peut discuter de l’évolution du climat de confiance, qui peut changer très brusquement, mais ce sont les résultats des entreprises qui constituent l’un des moteurs les plus durables de la performance du marché». À ce titre, la séance de vendredi a constitué un exemple frappant.

Ascension spectaculaire d’Intel

Le fabricant de semi-conducteurs Intel (+23,64% à 82,57 dollars) a été catapulté après avoir fait état de bonnes performances trimestrielles, interprétées comme un nouveau signe de redressement de celui qui fut pendant longtemps le premier fabricant mondial de processeurs. Sur un an l’ascension est spectaculaire : le prix du titre a été multiplié par près de quatre. Ces résultats, jugés «exceptionnels» par Jose Torres, d’Interactive Brokers, «prolongent la remontée historique du secteur des semi-conducteurs et renforcent la conviction que la révolution de l’intelligence artificielle a encore un long chemin à parcourir», assure l’analyste. Advanced Micro Devices (AMD) a bondi de près de 14%, Nvidia a gagné plus de 4% et atteint un nouveau record en clôture, Micron s’est octroyé plus de 11%. Ailleurs à la cote, le géant américain des produits d’hygiène Procter & Gamble (P&G) a lui aussi profité de ses performances trimestrielles. Une plus-value de

cession a contribué à compenser la hausse des prix des matières premières et des droits de douane et lui a permis de faire mieux qu’attendu. Son action a gagné 2,46% à 148,18 dollars. En revanche, le groupe américain Western Union, spécialiste des transferts d’argent à l’international, a déçu les attentes, et perdu 4,61% à 8,90 dollars. Sur le marché obligataire, le rendement à dix ans des emprunts de l’État américain, l’échéance de référence, se détendait à 4,31% contre 4,32% à la clôture la veille.

Les investisseurs se tournent désormais vers une semaine qui promet d’être chargée en événements, avec encore de nombreux résultats d’entreprises et une nouvelle réunion de politique monétaire de la banque centrale américaine (Fed). Cela pourrait être la dernière de Jerome Powell. Les poursuites judiciaires contre le patron de la Réserve fédérale ont été abandonnées vendredi, ouvrant la voie à la confirmation du candidat pour le succéder, Kevin Warsh.

Agence

BOURSE DE PARIS

Termine une mauvaise semaine en baisse

La Bourse de Paris a terminé en baisse vendredi, dans la continuité d’une semaine marquée par les incertitudes et une situation qui reste «opaque» au Moyen-Orient. L’indice du CAC 40 a perdu 69,50 points (-0,84%) à 8.175,82 points. Sur l’ensemble de la semaine, l’indice a reculé de 3,17%. Ce vendredi, les investisseurs parisiens n’ont pas été suffisamment rassurés par l’annonce du retour d’un émissaire iranien au Pakistan, sans aucune réaction pour l’instant de la part des États-Unis. "La nervosité reste élevée en raison de la situation toujours opaque au Proche-Orient, et les investisseurs ne souhaitent pour l’instant pas prendre de risques importants", résume Andreas Lipkow de CMC Markets. "Depuis le début de la guerre" déclenchée le 28 février, "les investisseurs se montrent

conservateurs le vendredi" dans l’attente d’éventuelles décisions du président américain Donald Trump le week-end, remarque auprès de l’AFP Mike O’Sullivan, économiste en chef chez Moonfare. Depuis bientôt deux mois, les investisseurs redoutent les conséquences du blocage du détroit d’Ormuz, comme la crise de l’offre pétrolière, l’inflation, et le ralentissement de l’activité. Dans ce contexte, Paris et le reste de l’Europe paraissent plus fragiles que les États-Unis. "Les actions américaines tiennent mieux que l’Europe, à la fois parce qu’elles sont moins exposées à l’énergie et parce que la cote américaine est plus orientée vers les valeurs de croissance, alors que les segments cycliques souffrent davantage", résume Florian Ielpo de Lombard Odier AM.

R. I.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 23 Avril 2026 Valeur : 27 Avril 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.4005	132.4155
1	EUR	EURO	154.9483	154.9923
1	GBP	POUND STERLING	178.5577	178.6261
100	JPY	JAPANESE YEN	82.9421	82.9567
1	CNY	CHINESE YUAN	19.3763	19.3811
1	CHF	SWISS FRANC	168.7490	168.7897
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.8619	96.9012
1	DKK	DANISH KRONE	20.7342	20.7392
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.3589	14.3627
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.2380	14.2605
1	AED	UAE DIRHAM	36.0460	36.0599
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2993	35.3052
1	KWD	KUWAITI DINAR	430.0114	430.4795
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.2766	45.7317
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3286	14.3302
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8433	20.9502
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3453	3.3557
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.6868	181.6868

MOYEN-ORIENT

Les marchés sur leur garde face à la situation opaque

Les Bourses d’Europe ont terminé la semaine en recul, fidèles à leur attentisme du vendredi depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, sans savoir si les négociations allaient reprendre ce week-end entre l’Iran et les États-Unis. Paris a reculé (-0,84%), tout comme Francfort (-0,11%), Londres (-0,75%) et Milan (-0,52%). Aux États-Unis, deux des trois principaux indices progressaient après deux heures de transaction (Nasdaq +1,43% et S&P 500 +0,68%) alors que le Dow Jones patinait (-0,21%). «Depuis le début de la guerre» déclenchée le 28 février, «les investisseurs se montrent conservateurs le vendredi» dans l’attente d’éventuelles décisions du président américain Donald Trump le week-end, remarque auprès de l’AFP Mike O’Sullivan, économiste en chef de Moonfare. Le Nasdaq était surtout tiré par la surperformance d’Intel: +23,36% à

82,38 dollars, soit un gain de plus de 70 milliards de dollars de capitalisation boursière. Le titre du fabricant de processeurs a été dopé par l’annonce d’un chiffre d’affaires en hausse de 7% de janvier à mars par rapport à la même période l’an dernier, grâce à une demande soutenue en infrastructures pour l’intelligence artificielle (IA). «Les actions américaines tiennent mieux que l’Europe», explique Florian Ielpo de Lombard Odier AM. «D’une part, l’Europe et ses entreprises sont structurellement plus exposées aux prix de l’énergie», poursuit-il. «D’autre part, la plus forte pondération des valeurs de croissance aux États-Unis, notamment dans la technologie de qualité, rend le contexte actuel plus favorable aux actions américaines qu’aux actions européennes». «Sur la semaine, dans un tel contexte, le ton a été globalement défensif sur les marchés actions», ajoute Florian Ielpo.

Les fabricants automobiles Stellantis (-4,91% à 6,83 euros l’action) et Renault (-3,60% à 29,76 euros le titre) ont encaissé deux des plus fortes contre-performances ce vendredi. À l’inverse, l’éditeur de logiciel Dassault Systèmes (+1,71% à 19,60 euros l’action) a le plus progressé. Insensible à la conjoncture, le spécialiste des semi-conducteurs STMicroelectronics continue son ascension (+1,17% à 43,37 euros l’action), enregistrant sur les sept derniers jours une hausse de 16,55%, surtout après l’annonce de bons résultats jeudi. Et en un an, l’action a bondi de 112,44%, pendant que le CAC 40 progressait de 8,25% sur la même période.

Apaisement sur les prix du pétrole

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, est attendu à Islamabad dans la soirée, a

annoncé une source officielle pakistanaise, sans préciser avec qui il s’entretiendrait. Cette annonce semble avoir entraîné un apaisement sur les prix du pétrole. A 16H15 GMT, le Brent reculait (-0,60%) à 104,44 dollars le baril, tout comme le WTI américain (-2,49% à 93,46 dollars). «La nervosité reste élevée en raison de la situation toujours opaque au Proche-Orient, et les investisseurs ne souhaitent pour l’instant pas prendre de risques importants», résume à Francfort Andreas Lipkow de CMC Markets. «Les investisseurs surveillent la volatilité du pétrole sur fond d’impasse entre les États-Unis et l’Iran», ajoute Fawad Razaqzada, analyste de marché à Forex.com. «Une impasse prolongée indiquerait des pressions haussières durables sur les prix de l’énergie, ce qui amplifierait les risques de stagflation pour la zone euro», prolonge-t-il.

Les banques centrales attendues la semaine prochaine

Dans ces conditions, l’euro est en hausse et vaut désormais 1,17 dollar. La semaine prochaine sera marquée par la réunion des grands banquiers centraux, qui ne relèveront sans doute pas les taux directeurs, mais émettront des commentaires sur les risques inflationnistes. Le taux d’intérêt à échéance dix ans allemand, référence en Europe, restait stable, atteignant 3,00%, au même niveau que la veille. Son équivalent américain était à 4,31%, contre 4,32% jeudi soir. «La semaine prochaine sera cruciale pour les grandes banques centrales, qui devront intégrer plus clairement les implications du conflit entre l’Iran et les États-Unis, ses conséquences sur les prix de l’énergie» et les différentes économies, rappelle Patrick Munnelly, de Tickmill Group.

ITALIE

Rome en passe de dépasser la Grèce comme pays le plus endetté de la zone euro

La dette publique de la Grèce a diminué de plus de 60 points de pourcentage, après avoir atteint un pic de 209,4% en 2020. D'ici la fin de l'année, la Grèce sera dépassée par l'Italie en tant que pays le plus endetté de la zone euro, selon deux sources et des données du projet de budget italien. La dette grecque devrait reculer à environ 137% du produit intérieur brut (PIB) cette année, contre 145,9% en 2025, ont déclaré deux hauts responsables à Reuters.

Rédaction internationale

En revanche, l'Italie prévoit que sa dette atteindra un pic de 138,6% en 2026, soit une hausse de 1,5 point de pourcentage par rapport aux 137,1% du produit intérieur brut (PIB) enregistrés en 2025, selon le plan budgétaire pluriannuel du Trésor publié cette semaine. Les deux responsables, s'exprimant sous couvert d'anonymat, ont déclaré que la Grèce serait plus, à partir de cette année, le pays le plus endetté de la zone euro. Ils ont précisé que la nouvelle estimation du ratio d'endettement de la Grèce serait intégrée au plan budgétaire pluriannuel que le pays doit soumettre à la Commission européenne d'ici la fin du mois. Le taux d'endettement de l'Italie devrait rester globalement stable à 138,5% en 2027, avant de reculer à 137,9% en 2028

puis à 136,3% l'année suivante, selon le plan budgétaire.

Croissance italienne en berne

La dette publique de la Grèce – qui est restée la plus élevée de la zone euro au cours des deux dernières décennies – a diminué de plus de 60 points de pourcentage pour s'établir à 145,9% du produit intérieur brut l'année dernière, après avoir atteint un pic de 209,4% en 2020. L'Italie a réduit sa dette d'environ 17 points de pourcentage au cours de la même période. La Grèce, qui se remet d'une crise financière longue de dix ans et de trois plans de sauvetage totalisant environ 280 milliards d'euros, prévoit de rembourser par anticipation des prêts liés à son premier plan d'aide, à hauteur d'environ sept milliards d'euros, plus tard dans l'année.

La présidente du Conseil Giorgia Meloni affirme à l'envi que la dette italienne aurait commencé à baisser plus tôt et plus rapidement sans l'impact négatif des mesures d'incitation publiques à la construction, mises en place sous ses prédécesseurs, Giuseppe Conte et Mario Draghi. Après un vif rebond de sa croissance dans la foulée de la sortie de la pandémie de Covid-19, l'Italie, la troisième plus grosse économie de la zone euro, a retrouvé sa place habituelle parmi les pays les moins performants de la zone. Le pays a ainsi enregistré trois années consécutives de croissance inférieure à 1% entre 2023 et 2025, malgré des milliards d'euros issus des fonds européens de relance post-pandémie, une tendance qui, d'après le plan du Trésor, devrait se prolonger jusqu'en 2029.

PORTUGAL

Augmentation des recettes des sociétés de télécommunications portugaises

Le chiffre d'affaires de MEO a augmenté de 1,3 % en 2025 pour atteindre 2 811 millions d'euros, grâce aux bonnes performances des segments Consumer et Business Services et de la division énergie, a annoncé l'entreprise. "Les revenus ont augmenté de 1,3 % par rapport à la même période l'année dernière, grâce à une hausse de 5,0 % dans le segment des consommateurs, alimentée par la croissance de l'énergie, qui a partiellement compensé les vents

contraires de l'ARPU [revenu moyen par utilisateur] dans un marché intensément concurrentiel", a déclaré Meo. Ils ont également été stimulés par "la croissance de 3,5 % des revenus du segment Business Services, en excluant la performance d'Altice Labs et la perte progressive du MVNO [opérateur de réseau mobile virtuel]", a ajouté l'entreprise dirigée par Ana Figueiredo. Le résultat avant impôts, intérêts, dépréciation et amortissement (EBITDA) s'élève à 947 millions

d'euros, soit une baisse de 4,8 % par rapport à l'année précédente. Meo ajoute que, "si l'on exclut les résultats d'Altice Labs et la perte progressive du MVNO, l'EBITDA a diminué de 1,2 %, pénalisé par l'impact sur les revenus de la pression ressentie dans l'ARPU telco et par l'augmentation des coûts résultant de l'inflation". En ce qui concerne les investissements, ils ont atteint 403 millions d'euros, reflétant l'engagement continu de MEO dans l'expansion et la modernisation de ses réseaux

et de son infrastructure, garantissant des niveaux d'excellence et de sécurité dans le service fourni aux clients résidentiels et professionnels. En décembre, MEO comptait 6,7 millions de foyers couverts par la fibre optique et "la couverture de la population par le réseau mobile a atteint des niveaux élevés, de 99,98 % pour le réseau 4G et de 97,22 % pour la technologie 5G", indique l'entreprise.

R.I.

R.I

FRANCE

La raffinerie Totalenergies de Normandie tourne à plein régime pour augmenter sa production de gazole et de kérosène

La raffinerie Totalenergies de Normandie s'est organisée pour augmenter sa production mais elle ne peut pas aller au-delà de +5%. Ce surplus va vers les aéroports de Roissy et Orly pour les carburants d'aviation et vers les dépôts de carburant d'Ile-de-France, en ce qui concerne les carburants routiers. Quelques ouvriers du géant pétrolier TotalEnergies s'affairent à mi-hauteur d'une tour de métal d'une quarantaine de mètres: près de la Manche, au cœur de la raffinerie de Normandie, la plus grande de France, la production de carburants tourne à plein régime, en dépit de la guerre au Moyen-Orient. "On est sur l'unité d'hydrocraquage, une unité de conversion qui va nous permettre de maximiser la production de diesel et de kérosène pour les carburants routiers et de l'aviation", explique à l'AFP Elise Thomazo, responsable de la division technique de la raffinerie, casque sur la tête. Après distillation du pétrole brut, cet ensemble de tours, qui contribue généralement aux 40.000 kilomètres de tuyaux qui parcourent le site de 360 hectares, abrite des pompes, des compresseurs, qui dans un vrombissement continu, séparent les molécules et notamment "les essences du gazole et du kérosène", précise Adlene Terkmani, responsable des opérations d'une unité de conversion de ces molécules, également casqué. Tout autour, des dizaines de "bacs", réservoirs circulaires gigantesques, des plus foncés, en noir, qui accueillent le pétrole brut, mais également les produits les plus "lourds" comme le bitume, aux plus clairs, où sont stockés les produits les plus "légers", comme les essences. Un peu plus de diesel et de kérosène Si la raffinerie est conçue pour produire traditionnellement une part importante de diesel et de kérosène, depuis le début de la guerre, les équipes s'efforcent "d'optimiser" la production et d'augmenter un peu les ratios de ces produits pour lesquels la France est largement déficitaire (à 50% de sa consommation pour le gazole, notamment), indique Mme Thomazo. Mais, prévient-elle aussitôt, "dans tous les cas, ça ne dépasse pas 5%" de production supplémentaire pour ces produits, expédiés majoritairement (72%) par oléoduc vers les aéroports de Roissy et Orly pour les carburants d'aviation et vers les dépôts de carburant d'Ile-de-France, en ce qui concerne les carburants routiers.

L'ALLEMAGNE ET LES PAYS-BAS VEULENT REDÉFINIR LES PRIORITÉS DU PROCHAIN BUDGET DE L'UE

Réduire les dépenses et refuser plus d'endettement

Les dirigeants de l'Allemagne et des Pays-Bas -pays frugeux historique-, ont appelé vendredi 24 avril à limiter les dépenses dans le futur budget européen, marquant ainsi le départ d'intenses négociations entre les Vingt-Sept, qui doivent définir une position commune d'ici juin. "J'ai déjà informé mes collègues que nous allons définir de nouvelles priorités. Cela signifie que nous devons également réduire les dépenses du budget européen dans d'autres domaines", a affirmé le chancelier allemand, Friedrich Merz, à des journalistes à l'occasion d'un sommet européen à Chypre. "Du point de vue allemand, un endettement accru est hors de question. L'émission d'obligations européennes sur le marché des capitaux est également exclue", a

également réaffirmé Friedrich Merz, toujours opposé à cette idée notamment défendue par la France. "Le montant du budget (tel que proposé par la Commission européenne, ndlr) doit absolument être réduit significativement", a plaidé de son côté le premier ministre néerlandais, Rob Jetten, appelant l'Europe à "faire de meilleurs choix". Le projet de budget élaboré par la Commission ferait "exploser" la contribution budgétaire des Pays-Bas, "ce qui est inacceptable", a-t-il dénoncé. Les 27 pays de l'UE doivent adopter en juin des propositions communes pour le prochain budget européen (2028-2034), avant d'entamer des négociations particulièrement serrées avec le Parlement européen, puisqu'ils espèrent les conclure en décembre.

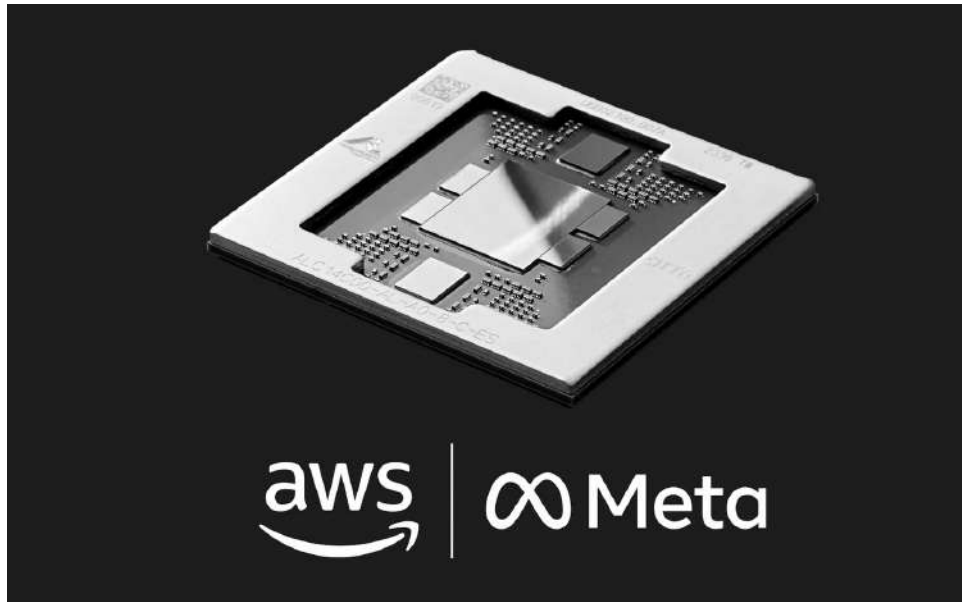
Un budget à 2.000 milliards d'euros

La Commission européenne a proposé un budget total de 2.000 milliards d'euros. De son côté, le Parlement européen avance ses pions et s'apprête à voter mardi en faveur d'une hausse de 10% des sommes allouées aux différents programmes, notamment l'agriculture. Pour financer cette augmentation, les eurodéputés veulent reconduire les dettes liées à la pandémie, au lieu de les rembourser, et proposent de nouvelles taxes, notamment sur les géants du numérique. "Le budget actuel nous a appris que nous ne pouvons pas résoudre toutes les crises et tous les défis qui se présentent. Nous avons besoin d'argent frais", a plaidé à Chypre la présidente du Parlement, Roberta Metsola. De son côté, le premier mi-

nistre irlandais, Micheal Martin, qui exercera la présidence tournante de l'UE au second semestre 2026, a dit s'attendre à des négociations compliquées. "Il faudra faire des compromis", et il sera difficile de concilier les priorités de chacun avec le budget disponible. D'ailleurs, certains estiment que le budget est déjà trop élevé. D'autres, au contraire, le jugent insuffisant", a-t-il résumé. Les responsables de l'UE souhaitent un accord sur le futur budget dès la fin de l'année. Car ils redoutent une paralysie au cours de la longue séquence électorale de 2027, marquée par des législatives dans plusieurs pays et l'élection présidentielle en France, où l'extrême droite menace de couper dans la contribution française au budget européen si elle arrive au pouvoir. Agence

AVEC UN ACCORD SUR DES MILLIONS D'UNITÉS Meta devient l'un des plus gros clients des puces Graviton du géant AWS

Meta et AWS viennent de signer un accord pour déployer les processeurs Graviton5 à très grande échelle. Le géant des réseaux sociaux devient l'un des plus grands clients de la puce cloud d'Amazon Web Services.



D'arrière chaque assistant IA qui répond en temps réel, génère du code ou enchaîne des tâches complexes sans intervention humaine, il y a une infrastructure, et elle peut parfois être colossale. Meta, propriétaire de Facebook, Instagram et WhatsApp, vient de renforcer la sienne en signant un accord XXL avec AWS pour déployer plusieurs dizaines de millions de cœurs Graviton5, processeurs CPU spécialement conçus pour ce type de calculs intensifs. Car contrairement à l'entraînement des grands modèles IA, qui mobilise surtout des GPU, faire tourner des agents autonomes au quotidien, c'est avant tout une affaire de puissance CPU.

Meta devient l'un des plus grands clients Graviton d'AWS au monde

Pendant longtemps, la recette semblait immuable : pour faire de l'intelligence artificielle, il fallait des GPU, toujours plus de GPU. Meta veut quelque peu nuancer cette vision. En déployant plusieurs dizaines de millions de cœurs Graviton signés AWS, le

groupe de Mark Zuckerberg s'impose d'emblée comme l'un des plus grands clients de la puce au monde. Il montre que pour les usages agentiques du quotidien, les processeurs CPU ont désormais leur mot à dire.

La distinction est subtile, mais elle compte. Quand on entraîne un modèle IA, c'est-à-dire quand on lui apprend à raisonner, sur des semaines entières, les GPU sont rois. Ils excellent dans les calculs massifs et parallèles. Mais une fois le modèle prêt, le faire fonctionner en conditions réelles, donc en gros répondre instantanément, écrire du code, coordonner des tâches en chaîne, demande un autre type de puissance, plus réactive et continue. C'est là que les CPU comme Graviton5 prennent le relais.

Meta et AWS collaborent depuis longtemps, notamment via Amazon Bedrock, la plateforme cloud d'Amazon qui permet aux entreprises de développer et déployer leurs modèles IA. Meta l'utilise déjà massivement. Autant dire que le terrain était bien préparé. Santosh Janardhan, respon-

sable de l'infrastructure chez Meta, le confirme en expliquant que « diversifier nos sources de calcul est une nécessité stratégique. AWS est un partenaire cloud de confiance depuis des années. »

Ce que Graviton5 change vraiment pour les workloads agentiques

Mais que vaut Graviton5 sous le capot concrètement ? La puce, dévoilé en décembre dernier lors de la dernière édition de l'AWS re:Invent, embarque 192 cœurs, donc autant de petits processeurs qui travaillent simultanément, et un espace de mémoire rapide cinq fois plus grand que celui de la génération précédente. Les échanges d'informations entre ces cœurs sont ainsi 33 % plus rapides. Pour un agent IA qui doit enchaîner des centaines de micro-décisions à la seconde, ce gain de réactivité peut faire la différence.

La puce Graviton5 s'appuie sur le système AWS Nitro, une couche technique conçue par Amazon pour que les serveurs exploitent le matériel au maximum de ses capacités, sans les ralentissements habituels liés à la virtualisation. À cela s'ajoute une technologie appelée Elastic Fabric Adapter, qui permet à des centaines de processeurs de communiquer entre eux très rapidement. Quand une tâche d'IA agentique doit être découpée et distribuée sur des milliers de machines en même temps, c'est indispensable.

Notons que la puce Graviton5 est fabriquée avec une finesse de gravure de 3 nanomètres. Les transistors sont si minuscules qu'ils consomment moins d'énergie tout en faisant davantage de calculs. AWS annonce des performances en hausse de 25 % par rapport à la génération précédente, avec une facture électrique contenue. Un détail qui compte, forcément, quand on sait que faire tourner l'IA de Meta à l'échelle mondiale représente une consommation énergétique colossale.

Sur X, Grok va bientôt organiser votre fil d'actualité

X lance les Custom Timelines : vous choisissez un sujet, et Grok se charge de remplir votre fil avec les posts les plus pertinents. Une personnalisation poussée qui arrive pourtant au pire moment pour l'intelligence artificielle (IA) d'Elon Musk, encore dans la tourmente après des accusations de génération de contenus pédopornographiques. C'est l'approche choisie par xAI pour atteindre le plus d'utilisateurs possibles : intégrer directement Grok au réseau social X. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien si la start-up a racheté la plateforme l'année dernière pour 33 milliards de dollars. Ainsi, les usagers de l'ex-Twitter ont directement accès au chatbot depuis l'interface et jusqu'à il y a peu, ils pouvaient lui demander de fact-checker des publications, une fonctionnalité désormais réservée aux abonnés payants. Ce 22 avril, Nikita Bier, chef de produit chez X, a annoncé une nouveauté dans la même veine.

Grok choisit les posts qui apparaissent dans votre feed

Concrètement, les Custom Timelines permettent d'épingler un sujet spécifique à l'onglet d'accueil de l'application, X proposant plus de 75 thématiques comme le sport, la tech, la politique ou encore la culture, etc. Grok se charge ensuite d'analyser l'ensemble des publications de la plateforme pour sélectionner celles qui correspondent le mieux au centre d'intérêt choisi, en tenant compte des habitudes d'engagement de l'utilisateur. Ces posts viennent ensuite peupler directement votre fil. Plus vous interagissez avec un sujet, plus la curation est censée être précise. « Cela s'appuie sur la compréhension que Grok a de chaque publication, combinée à la personnalisation de l'algorithme, ce qui signifie que chaque fil d'actualité est conçu spécialement pour vous. Et cela fonctionne encore mieux lorsqu'il s'agit d'un sujet qui vous intéresse déjà », étaye le dirigeant. Pour l'instant, la fonctionnalité est en accès anticipé pour les abonnés Premium sur iOS. Android devrait suivre très prochainement, selon Bier. On ignore, encore, si les Custom Timelines seront à terme étendues à l'ensemble des utilisateurs, payants ou non.

Plus à une controverse près

Confier la curation de son fil à Grok, c'est aussi faire le pari que l'IA de xAI est suffisamment fiable pour ce rôle. Un pari qui mérite d'être posé, tant le chatbot a accumulé les controverses et dérapé par le passé. En début d'année, son outil de génération d'images défrayait la chronique en désobligeant des personnes sans leur consentement, y compris des mineurs. De quoi pousser la Commission européenne à lancer une enquête sur l'IA. Et le mois dernier, des adolescents américains ont porté plainte contre xAI, l'accusant d'avoir lancé en toute connaissance de cause le mode mis en cause dans la génération de contenu problématique. Un contexte qui tranche clairement avec l'ambition affichée par X de faire de Grok le moteur central de l'expérience utilisateur.

Tesla : Elon Musk l'annonce officiellement, la production du Cybercab a débuté

Elon Musk fait souvent de grandes promesses. Mais si un certain nombre se sont avérées un peu trop présomptueuses, le cas du Cybercab devrait par contre faire exception ! On le sait, quand Elon Musk fait une grande promesse, il faut toujours prendre un peu de recul. Ça s'est confirmé sur la question des data centers dans l'espace, mais aussi sur la conduite autonome. Mais pour ce qui est des futurs robotaxis de Tesla, cette fois, on peut affirmer que l'homme le plus riche du monde n'a pas survendu le projet.

Le Cybercab commence à être produit par Tesla

Quand on découvrait le futur Cybercab en 2024, Elon Musk affirmait urbi et orbi que le robotaxi allait commencé à être produit en 2026. Une promesse qu'il avait réitérée au mois de février dernier...

et qu'il a bien tenue. Le milliardaire a en effet annoncé lui-même dans un message posté aujourd'hui sur X que le Cybercab était bien dorénavant entré en production. Cette annonce a été accompagnée d'une vidéo teaser qui devrait intéresser tous les amoureux de la marque !

L'échéance de 2027 pour ce robotaxi va-t-elle être respectée ?

On voit en effet dans cette vidéo le Cybercab, qui est équipé d'un écran, mais pas de volant, sortir seul des lignes de production de Tesla, puis de l'usine de fabrication, pour commencer à rouler sur des routes où l'on aperçoit plusieurs fois des Cybertruck. Suivent derrière des vues de l'intérieur de l'habitacle où l'on voit le Cybercab emprunter différents types de route. Autant dire que le projet semble être non seulement dans les clous,



mais aussi bien avancé. Et comme Elon Musk a respecté cette fois cette échéance, on peut commencer à se demander si celle de 2027, date à laquelle les premiers robotaxis de Tesla étaient à l'ori-

gine censés prendre la route, le sera elle aussi. Voire même, si on ne les verra pas opérationnels avant, comme Elon Musk l'a évoqué en milieu de semaine.

Volkswagen avait ressuscité Bugatti, mais l'heure de couper les derniers liens a sonné

En cédant les parts détenues par Porsche AG dans Bugatti Rimac, le Volkswagen Group s'apprête à couper son dernier lien capitalistique avec Bugatti. Une opération strictement financière mais qui marque malgré tout la fin d'un cycle entamé en 1998, lorsque le géant allemand avait redonné vie à la marque de Molsheim. Après la Bugatti Veyron et la Bugatti Chiron, un autre chapitre s'ouvre désormais.

En 1998, Ferdinand Piëch rachète Bugatti et relance une marque alors en sommeil après l'épisode italien de Campogalliano et Romano Artioli, dans les années 1990, qui aura donné vie à la mythique EB110. Derrière ce choix, bien au-delà de la logique commerciale, il s'agit de reconstruire un symbole automobile français autour d'une ambition technique presque démesurée. Cette stratégie donnera naissance à la Bugatti Veyron en 2005, puis à la Bugatti Chiron en 2016. Pas question de rentabilité ici, Bugatti est avant tout une vitrine mondiale du savoir-faire de Volkswagen Group, capable de produire des voitures parmi les plus rapides, les plus puissantes et les plus chères du marché. Oui mais cette page vient officiellement de se refermer.

De l'ère W16 à l'ère Rimac

Un premier tournant intervient en 2021 avec la création de Bugatti Rimac. Le groupe croate Rimac Group, dirigé par Mate Rimac, prendra dès janvier 2022 55 % de la coentreprise, tandis que Porsche AG conserve 45 %. Cette nouvelle organisation prépare la suite, l'après-Chiron. La Bugatti Tourbillon tourne la page du W16 quadriturbo emblématique de l'ère Volkswagen pour adopter un V16 atmosphérique épaulé par trois moteurs électriques. Déjà tout un symbole ! Le changement de motorisation résume à lui seul la transition engagée : il s'agit évidemment de préserver le spectaculaire, tout en entrant dans une nouvelle époque technologique.



HOF Capital entre en scène, et Volkswagen prépare sa sortie définitive

L'annonce rendue publique ce 24 avril 2026 porte sur les dernières participations encore détenues par Porsche AG et qui faisaient l'objet de rumeurs de revente de-

puis la fin de l'année dernière. Le constructeur allemand a signé un accord pour céder à un consortium mené par HOF Capital ses 45 % dans Bugatti Rimac, ainsi que ses 20,6 % dans Rimac Group. L'opération doit encore recevoir plusieurs autorisations réglementaires et ne devrait être finalisée qu'avant la fin de l'année 2026. Mais une fois bouclée, ce sera officiel, Volkswagen Group n'aura officiellement plus aucun lien capitalistique avec Bugatti pour la première fois depuis 1998. HOF Capital, fonds new-yorkais, sera accompagné notamment de BlueFive Capital et d'investisseurs institutionnels américains et européens. Pour le grand public, le nom importe peu. Le véritable centre de gravité restera Mate Rimac, appelé à renforcer son influence industrielle sur l'avenir de la marque.

La fin d'un cycle plus qu'un simple changement d'actionnaire

Pendant près de trente ans, Volkswagen Group a offert à Bugatti les moyens techniques et financiers de renaître, puis de s'imposer comme référence absolue de l'hypercar thermique. Sans cet appui, ni la Veyron ni la Chiron n'auraient probablement existé sous cette forme. La suite sera différente. Plus légère en capital industriel traditionnel, plus tournée vers l'hybridation, l'électrification et la technologie logicielle. Plus en phase avec l'air du temps finalement. Mais n'oublions pas que Volkswagen a sauvé Bugatti. Il revient désormais à Mate Rimac de lui inventer un nouvel âge d'or.

Nouveau Porsche Cayenne Coupé électrique

Porsche complète déjà la gamme Cayenne électrique avec une version Coupé. Plus basse, plus aérodynamique, elle parvient à proposer jusqu'à 18 km d'autonomie en plus à motorisation et batterie identiques. Tout en conservant trois niveaux de puissance allant au-delà des 1 000 ch. Voici les prix français, les dimensions et les principales différences avec le SUV classique. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que Porsche décline son nouveau Cayenne 100 % électrique en version Coupé. Ce n'est pas vraiment une surprise puisque cette carrosserie connaît un beau succès en Europe sur la déclinaison thermique/hybride. Sur certains marchés comme la France, le SUV se vend même davantage en coupé que dans sa forme classique ! Comme sur les générations thermiques précédentes, la marque allemande applique la recette connue : une ligne de toit fuyante, une silhouette plus dynamique et un positionnement plus statutaire que le SUV classique. Ce nouveau Cayenne Coupé électrique devient donc le quatrième modèle "zéro émissions" de la marque. Il reprend la base technique du Cayenne standard, mais cherche à séduire ceux qui veulent un grand SUV avec du style, sans renoncer totalement à la polyvalence.

Une carrosserie plus basse et plus efficace

Le Cayenne Coupé électrique conserve les dimensions principales du Cayenne SUV, avec 4 985 mm de long et 1 980 mm de large. La différence se joue surtout sur la hauteur, ramenée à 1 650 mm, soit 24 mm de moins que le modèle classique. Cette silhouette plus tendue profite aussi à l'aérodynamisme. Porsche annonce un coefficient de traînée de 0,23, contre 0,25 pour le Cayenne standard. Un écart limité en apparence, mais suffisant pour améliorer l'efficacité, le nerf de la guerre sur le marché de l'électrique. Selon les versions, l'autonomie WLTP peut ainsi atteindre 669 km, soit jusqu'à 18 km de mieux que le Cayenne classique. Un gain modeste dans l'absolu, mais toujours intéressant sur un SUV de ce gabarit.

Jusqu'à 1 156 ch et recharge en 800 V pour le Cayenne Coupé électrique

Pour le lancement, la gamme s'articule autour de trois niveaux de puissance, strictement identiques au Cayenne "normal". Le Cayenne Coupé Electric développe 442 ch en overboost avec le Launch Control et réalise le 0 à 100 km/h en 4,8 s. L'autonomie moyenne WLTP annoncée est de 661 km. Le Cayenne S Coupé Electric grimpe à 666 ch et boucle l'exercice en 3,8 s. C'est cette



version qui affiche la plus grande autonomie de 669 km. Enfin, le Cayenne Turbo Coupé Electric revendique jusqu'à 1 156 ch et seulement 2,5 s pour passer de 0 à 100 km/h. Des performances qui font tomber le rayon d'action maximal à 628 km. Côté charge, comme le Cayenne SUV, cette version Coupé repose sur une architecture 800 V, que la marque a été parmi les premières à utiliser avec sa berline Taycan. Ici, la recharge rapide peut atteindre 390 kW, voire 400 kW dans certaines conditions optimales, et sur des

bornes adaptées. Donc malgré une grosse batterie d'une capacité de 113 kWh brut (108 kWh utiles), il est théoriquement possible de récupérer de 10 à 80 % de batterie en seulement 16 minutes.

L'habitacle du Porsche Cayenne Coupé électrique

La contrepartie attendue de la ligne façon coupé, qui serait inspirée de la 911 selon le constructeur, concerne le volume de chargement. Porsche annonce un coffre arrière compris entre 534 et 1 347 litres (entre 747 et

1 554 l sur le Cayenne SUV). C'est moins que le Cayenne standard, mais le niveau reste élevé dans l'absolu. Un coffre avant (alias "frunk") de 90 litres complète l'ensemble. Il s'annonce utile pour loger câbles ou petits bagages. À bord, les places arrière restent proposées en configuration deux sièges séparés ou 2+1. La banquette conserve ses réglages électriques, comme sur le Cayenne classique. Le Cayenne Coupé électrique préserve aussi une capacité de remorquage pouvant atteindre 3,5 tonnes. Quels prix pour le Porsche Cayenne Coupé Electric en France ? Porsche Cayenne Coupé Electric débute à 111 600 €, contre 107 600 € pour le Cayenne standard équivalent. Le Cayenne S Coupé Electric s'affiche à 133 300 €, tandis que le Cayenne Turbo Coupé Electric atteint 170 300 €. Porsche facture donc quelques milliers d'euros supplémentaires (autour de 4 000 €) la silhouette plus sportive. En échange, les clients gagnent un style distinctif et quelques kilomètres d'autonomie, sans renoncer à l'essentiel des qualités pratiques du Cayenne. Le cocktail a donc des chances de séduire, surtout que ce Cayenne Coupé électrique échappe au malus au poids qui pénalise désormais fortement les versions hybrides rechargeables

Mots fléchés

Café-concert	Partie d'un casque	Affluent de la Dordogne	Décorations	Noble particule	Parât	De mer c'est une
Commerce	Affaissement	Comprimer	L'Irlande en VO	Victoire impériale		Il ne peut pas être donné par Dieu
					Vieux Tokyo	
Huile fine				Quote-part		
Voulurent				Trinitro-toluène		
					Possèdent	
					Longues périodes	
Fils de Jacob			Provenir			Cours en bourse
À peine						
			Récurées	Sidérurgie	Peur théâtrale	
					Situé chez le notaire	Patauge
Trou pour poutre	Poissons de mer				Collège anglais	
	Pièces au jeu d'échec				Aisé	
		Clignements des yeux	Vifs			Tantale
						Guide pour le dessin
L'astéroïde 173			Assembla		Graffiti	
Dodue			Petit officier		Ancienne Allemagne	
				Amer	Île méditerranéenne	
Rivière russo-ukrainienne	Fréquentatif					Signe orthographique
	Asperge					Petit nuage
			Tel quel		Peuple scandinave	
			Agence spatiale			
Navigateur disparu (Alain)	Sésame					Remplace la SDN
	Lucky Luke tire plus vite qu'elle		Lac américain			Flétris
			Dirigeante israélienne (Golda)	Vêtement	Raseur	Obstinés
Princesse					Marque de dédain	
Prêtre					Muni d'Avé	
			Impertinent			
			Abris pour bateaux			Arrêt organique
Anglais					Enzyme	Lettres pieuses
Île française						Transpirés
		Surface agricole		Frictionnât		
		Planche de bois		Orne nos cimetières		
Tiroir	Arme traditionnelle du Japon		Tente d'indien			Genre de crabes
	Actinium		Ile française			Note de musique
				Pubères		
Abandonner				Rivière entre l'Allemagne et la Pologne		

Plus de 840.000 décès par an liés aux risques psycho-sociaux au travail

Plus de 840.000 personnes meurent chaque année dans le monde de pathologies liées à des risques psycho-sociaux, tels que les longues heures de travail, l'insécurité de l'emploi et le harcèlement sur le lieu de travail, indique un rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le nouveau rapport de l'OIT, publié mercredi, montre comment un travail mal conçu ou mal géré notamment des exigences élevées, de longues heures de travail et l'insécurité de l'emploi nuit à la santé des travailleurs et à l'économie.

ALGER

Arrestation de 11 individus pour faux et usage de faux

Les éléments des services de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé à l'arrestation de 11 individus, impliqués dans des affaires de faux et usage de faux dans des documents officiels au niveau du service d'état civil de l'une des communes de la capitale, indique, samedi, un communiqué de ces services.

"Les services de la Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, ont arrêté 11 individus, dont 6 femmes, pour leur implication dans des affaires de faux et usage de faux dans des documents officiels", précise le communiqué.

"Les faits remontent à l'exploitation d'une information avérée faisant état d'une affaire de faux et usage de faux dans des documents officiels (actes de naissance) au niveau du service d'état civil d'une commune de la capitale. Des investigations de terrain ont alors été engagées et on permis la récupération d'actes de naissance et de certificats de nationalité falsifiés, ayant servi à l'obtention de passeports au profit de ressortissants étrangers", ajoute la même source. Les investigations approfondies se sont soldées par l'arrestation de "11 suspects et la saisie de 11 passeports biométriques falsifiés, 16 certificats de nationalité algérienne falsifiés, 3 cartes nationales d'identité biométriques falsifiées, 2 permis de conduire falsifiés, en sus de deux livrets fonciers falsifiés". Après achèvement des procédures légales en vigueur, les mis en cause en été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, conclut le communiqué.

APS

ENTREPRENEURIAT VERT DES JEUNES

Lancement de la plateforme «Investisseur environnemental»

Par Z.R.

Une plateforme numérique baptisée « Investisseur environnemental » a été lancée hier à Alger, en marge d'une journée d'information consacrée au thème « Jeunesse et investissement environnemental », dans le cadre des efforts visant à promouvoir l'économie circulaire et à accompagner les jeunes porteurs de projets dans le domaine écologique.

La cérémonie s'est déroulée sous la supervision de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Kaoutar Krikou, en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, ainsi que du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui.

Cette nouvelle plateforme numérique a pour objectif de faciliter l'intégration des jeunes dans les activités environnementales, notamment en simplifiant les procédures d'obtention des autorisations de collecte et de transport des déchets recyclables, contribuant ainsi à structurer l'activité des auto-entrepreneurs dans ce créneau.

L'organisation de cette rencontre vise à impulser une dynamique d'investissement vert chez les jeunes et à promouvoir l'entrepreneuriat environnemental,



en particulier dans les domaines liés à la gestion et à la valorisation des déchets. Elle a également permis de présenter le cadre juridique et réglementaire régissant l'économie circulaire, ainsi que les incitations prévues par le décret exécutif n° 24-61, portant sur les matériaux recyclables et les avantages fiscaux accordés aux personnes physiques activant dans ce domaine. Les participants ont, en outre, pris connaissance des mécanismes de soutien et de financement destinés aux jeunes investisseurs, à travers des interventions techniques spécialisées, ainsi que des expériences réussies de start-up opérant dans le secteur environnemental, mettant en évidence les perspectives offertes par l'économie circulaire. À cette occasion, des attestations de financement ont été remises à de jeunes

porteurs de projets par l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), tandis que des autorisations de collecte et de transport de déchets recyclables ont été délivrées par les directions de l'environnement.

La rencontre s'est clôturée par la signature de conventions de partenariat entre le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie et le ministère de la Jeunesse, ainsi que par la conclusion d'accords de coopération entre l'Institut national des formations environnementales et l'ANGEM, et entre l'Agence nationale des déchets et l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), en vue de renforcer les dispositifs d'accompagnement des jeunes dans le domaine de l'investissement environnemental.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉCONOMIE DE LA SANTÉ À ORAN

Mise en avant de nouveaux mécanismes de gestion des établissements hospitaliers

Les travaux de la première édition de la Journée nationale de l'économie de la santé, organisée samedi par l'EHU d'Oran, ont mis en lumière la dynamique croissante que connaît le secteur de la santé en matière de modernisation des modes de gestion et de renforcement de la gouvernance des établissements hospitaliers.

Cette rencontre scientifique a constitué une opportunité pour présenter les expériences réussies et les approches modernes adoptées, notamment dans le domaine de la rationalisation des ressources et de l'amélioration de la qualité des services de santé, en cohérence avec les orientations nationales visant le développement du système de santé.

Le directeur de l'EHU d'Oran, Rabah Bar, a indiqué dans ce cadre que l'adoption d'outils de gestion modernes, tels que le budget-programme et le système contractuel, ainsi que la généralisation de la numérisation, a contribué à instaurer les bases d'une gestion plus efficiente et plus transparente, avec une meilleure orientation des ressources disponibles.

De son côté, le Dr Keddar Miloud, expert international en économie de la santé, a affirmé que l'expérience de l'EHU d'Oran en matière de gestion par pôles constitue un modèle réussi à l'échelle nationale. Ce mode d'organisation a permis d'améliorer la coordination

entre les différentes spécialités médicales et de faciliter le parcours du patient au sein de l'hôpital, avec un impact positif sur la qualité de la prise en charge. Il a également souligné l'importance de la comptabilité analytique en tant qu'outil efficace pour évaluer le coût des services de santé, permettant ainsi une prise de décision précise basée sur des données objectives et renforçant l'efficacité de la planification et de la programmation au sein des établissements sanitaires.

Pour sa part, la professeure Bar Djamilia, cadre à l'Ecole supérieure des études commerciales d'Alger et ancienne directrice d'établissements hospitaliers, a insisté sur le fait que l'adoption de l'approche de l'économie de la santé ouvre des perspectives prometteuses pour améliorer la performance globale du système de santé, à travers la promotion de la gestion participative, la valorisation des ressources humaines et l'optimisation de l'utilisation des équipements médicaux. Enfin, le professeur Toumi Houari, président du conseil scientifique de l'EHU d'Oran, a estimé que la généralisation de ces pratiques modernes est de nature à soutenir et à renforcer la qualité des services de santé fournis aux citoyens, en réponse à leurs attentes et en adéquation avec les évolutions actuelles.

APS

تحت رعاية وزير الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري



الصالون الدولي للفلاحة وتربية المواشي والصناعات الغذائية

18 إلى 21 ماي 2026
قصر المعارض الصنوبر البحري
سفاكس - الجزائر

احصل الآن على بطاقتك المجانية للدخول!